



Commission  
européenne



## La dimension régionale et urbaine de la crise

Huitième rapport d'étape sur la cohésion  
économique, sociale et territoriale

Rapport de la Commission  
Juin 2013

*Politique  
régionale  
et urbaine*

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

Un numéro unique gratuit (\*):

**00 800 6 7 8 9 10 11**

(\* Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès  
aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet  
via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche catalographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2013

ISBN 978-92-79-32717-9

doi:10.2776/82435

Photos de couverture: © Direction générale de la politique régionale et urbaine

© Union européenne, 2013

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

*Printed in Belgium*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE ÉLÉMENTAIRE (ECF)

# **La dimension régionale et urbaine de la crise**

Huitième rapport d'étape sur la cohésion  
économique, sociale et territoriale

# Table des matières

<b>1. Introduction</b>	<b>6</b>
<b>2. Présentation du contexte</b>	<b>7</b>
2.1. Contraction du PIB et de l'emploi	7
2.2. Dégradation de la situation financière aux niveaux national et infranational	7
2.3. Le secteur de la construction et le secteur de manufacturier sont les plus touchés par la récession	8
2.4. Reprise des exportations	8
2.5. Ralentissement des investissements directs étrangers	8
2.6. Augmentation du risque de pauvreté et d'exclusion sociale	10
<b>3. Incidences au niveau régional</b>	<b>13</b>
3.1. Le PIB et l'emploi pendant les trois premières années de la crise	13
3.2. Chômage en hausse, surtout dans les régions méridionales	13
3.3. Ralentissement des mouvements migratoires	14
<b>4. Répercussions au niveau urbain</b>	<b>15</b>
4.1. Les régions métropolitaines allient résilience et vulnérabilité	15
4.2. Les villes et la crise	16
<b>5. La politique de cohésion et la crise</b>	<b>18</b>
<b>Annexes</b>	<b>19</b>

# Préface

Le huitième rapport d'étape sur la cohésion économique, sociale et territoriale met l'accent sur l'impact régional et urbain de la crise. Ce rapport a été adopté dans les derniers jours des négociations sur la politique de cohésion pour la période 2014-2020. Cette nouvelle période de la politique de cohésion commencera dans le chaos des décombres laissés par la pire récession des cinquante dernières années, tandis qu'en 2014 encore, le déclin économique se poursuivra dans certain pays et régions.

Entre 2008 et 2012, le taux de chômage a augmenté dans quatre régions sur cinq de l'Union européenne. En outre, le PIB s'est contracté dans deux régions sur trois entre 2007 et 2010. Cette crise a de vastes répercussions qui touchent aussi bien les régions développées que les régions moins avancées. Aussi les disparités entre régions de l'UE ont-elles commencé à se creuser à nouveau, après une longue période de convergence. Généralement, les capitales ont mieux résisté à la crise que les autres régions métropolitaines. Il s'agit aujourd'hui de garantir une reprise de la croissance dans toutes les régions.

Tandis que la crise s'éternise, son impact sur la pauvreté et l'exclusion commence à se faire sentir. Le nombre de personnes menacées de pauvreté et d'exclusion s'est considérablement accru depuis le début de la crise. En particulier, le nombre de personnes vivant dans un ménage à très faible intensité de travail a augmenté de 4 millions entre 2008 et 2011. Sur cette même période, le risque de pauvreté et d'exclusion a augmenté deux fois plus dans les villes que dans les autres régions. Cette situation est particulièrement visible dans l'UE-15, où les taux de pauvreté et d'exclusion étaient déjà plus élevés dans les villes avant la crise.

La politique de cohésion de la nouvelle période de programmation devra garantir que ses investissements contribuent réellement à surmonter les conséquences de la crise dans nos villes et régions.

Maximiser l'impact de ces investissements suppose de mettre en place un contexte institutionnel et économique approprié et de sélectionner les meilleurs projets. C'est pour cette raison que la Commission entend investir davantage dans l'amélioration des capacités administratives et qu'elle a lié la politique de cohésion à la gouvernance économique européenne au sens large afin de favoriser la croissance. Ce que l'on entend par «meilleurs projets» dépend de la région ou de la ville concernée, mais ces projets incluront souvent des mesures encourageant l'innovation, l'éducation, la formation, l'entreprenariat et l'accès au financement.



**Johannes Hahn**

*Membre de la Commission européenne  
en charge de la politique régionale*



**László Andor**

*Membre de la Commission européenne en charge  
de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion*

# 1 Introduction

La période de programmation de la politique de cohésion qui débutera en 2014 s'ouvrira au lendemain de la pire récession du demi-siècle écoulé. La crise a inversé le processus de convergence du PIB régional par habitant et du chômage au sein de l'Union européenne. Le défi qui se présente maintenant est ramener rapidement l'Union sur la voie d'une croissance solide, surtout dans les régions et les villes les moins développées.

Élaboré en vue de soutenir les négociations à venir sur les programmes concernés, le présent rapport met en évidence les changements entraînés par la crise qui influenceront sur le contexte et les priorités des nouveaux programmes. Après avoir donné une vue d'ensemble des principaux changements qui se sont produits au niveau national, il examine les effets de la crise sur les régions et les villes, ainsi que les disparités croissantes qui sont apparues. Enfin, il montre comment le nouvel environnement économique aura un impact sur les futurs programmes de cohésion et souligne la nécessité d'une robuste concentration thématique.

Le présent rapport fait suite au septième rapport d'étape publié en 2011 et précède la publication, en 2014, du sixième rapport sur la cohésion. Le sixième rapport sur la cohésion traitera également de questions telles que l'innovation, le climat et l'environnement, qu'il n'était pas possible d'aborder dans le présent document.

# 2 Présentation du contexte

## 2.1. Contraction du PIB et de l'emploi

C'est au deuxième trimestre 2008 que l'Union européenne est entrée dans une phase de récession qui s'est poursuivie durant cinq trimestres. Depuis, la croissance globale considérée du point de vue du PIB est restée léthargique. Le PIB de l'UE s'est à nouveau contracté pendant le dernier trimestre 2011, les deux premiers trimestres 2012 et le quatrième trimestre 2012. Si la baisse se poursuit au premier trimestre 2013, il faudra considérer que nous avons affaire à une récession en «triple creux» (triple dip).

Entre 2007 et 2011, l'impact général de la crise sur le PIB et sur l'emploi aura été le plus marqué dans les trois États baltes, en Irlande, en Grèce et en Espagne (voir la figure 1). L'économie des États baltes et de l'Irlande a renoué avec la croissance en 2010 ou 2011 et, selon les prévisions, devrait continuer à croître jusqu'en 2014.

En revanche, l'Espagne et la Grèce n'ont pas retrouvé une trajectoire de croissance régulière. La croissance a redémarré en Espagne en 2011 mais le PIB s'y est tassé en 2012. En Grèce, les taux provisoires de croissance du PIB indiquent une poursuite, voire un renforcement de la récession. Le PIB a reculé de près de 7 % en 2011 et 2012 et pourrait n'augmenter à nouveau qu'en 2014.

Par ailleurs, Chypre a dû faire face, en 2012, à une crise financière qui a entraîné une forte baisse du PIB et de l'emploi; cette baisse devrait se poursuivre jusqu'en 2014.

En revanche, neuf États membres n'ont connu qu'une récession relativement légère, ou, dans le cas de la Pologne, un simple ralentissement de la croissance.

## 2.2. Dégradation de la situation financière aux niveaux national et infranational

La crise économique et financière a entraîné des augmentations importantes de la dette publique totale (voir la fiche d'information 1) selon quatre modalités. Premièrement, plusieurs gouvernements ont soutenu le secteur financier en procédant à des recapitalisations bancaires et à des transferts d'actifs. Deuxièmement, le ralentissement de l'activité économique a réduit les revenus fiscaux et augmenté les dépenses sociales (par exemple, les allocations de chômage).

Troisièmement, les gouvernements ont adopté des trains de mesures visant à stimuler la demande. Quatrièmement, la faible croissance du PIB entraîne également une augmentation du ratio dette publique/PIB.

En conséquence, le ratio dette publique/PIB pour l'ensemble de l'UE est passé brutalement de 59 % à 85 % entre le premier trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2012. Les hausses les plus fortes ont eu lieu en Irlande (augmentation de 90 points de pourcentage), au Portugal (56 points), en Grèce et en Espagne (49 points). S'il est possible que les États membres ayant racheté des banques défaillantes puissent réussir à réduire les dettes de celles-ci en vendant les actifs restants, la valeur de ces derniers demeure néanmoins incertaine.

Un taux d'endettement élevé peut susciter des inquiétudes quant à la capacité des États à assurer à long terme le service de la dette. Cela peut entraîner une hausse des paiements et des taux d'intérêt. L'alourdissement de la fiscalité nécessaire au service de la dette peut freiner la croissance.

Au cours de la période 2011-2013, de nombreux États membres ont entrepris d'assainir leurs finances, essentiellement en réduisant les dépenses (qui ont diminué de 1,5 % du PIB de l'UE entre 2010 et 2011). Ce sont principalement les dépenses propices à la croissance qui ont été réduites. C'est la raison pour laquelle, dans 18 États membres, les investissements publics (dans le cas présent, la formation brute de capital fixe) en pourcentage du PIB seront plus faibles en 2013 qu'en 2011. Ces réductions pourraient avoir un impact sur la croissance à moyen terme.

La dette publique ne touche pas tous les pays de la même façon. En Estonie, la dette publique ne représente que 10 % du PIB. Seuls treize États membres affichent une dette publique inférieure à 60 % de leur PIB: ce sont les trois États membres nordiques, le Luxembourg et neufs des dix États membres d'Europe centrale et orientale. La crise touche les administrations infranationales de deux manières. Tout d'abord, la crise a entraîné une diminution des recettes fiscales et donné lieu à des réductions d'impôts visant à stimuler la croissance. Ensuite, la crise a gonflé la demande locale en matière de services publics et de protection sociale, provoquant une augmentation des dépenses publiques.

L'assainissement budgétaire met à mal les budgets au niveau infranational. Ceux-ci doivent encore faire face à des niveaux plus élevés de dépenses sociales et doivent réduire leurs dépenses et augmenter leurs recettes. Les difficultés



financières qu'ils traversent risquent d'avoir des effets sur la fourniture de services publics.

Un assainissement budgétaire ne compromettant pas la croissance devrait faire en sorte que les réductions de la dette de l'administration centrale ne s'accompagnent pas d'une augmentation de la dette des administrations de niveau inférieur. Cette réduction coordonnée de la dette devrait également faire en sorte que les investissements publics propices à la croissance soient maintenus, y compris ceux financés au titre de la politique de cohésion.

### 2.3. Le secteur de la construction et le secteur de manufacturier sont les plus touchés par la récession

Bien que la crise ait débuté dans le secteur de la finance et des assurances, la part de celui-ci dans la valeur ajoutée brute (VAB) et l'emploi au niveau de l'Union européenne n'a pratiquement pas changé entre 2007 et 2011. Toutefois, dans les six États membres les plus durement touchés par la crise, l'emploi dans ce secteur a baissé de 1 % et sa VAB, de 1,8 % par an, entre 2007 et 2011 (voir la figure 2 du document de travail des services de la Commission).

Entre 2007 et 2011, la VAB comme l'emploi dans le secteur de la construction ont reculé de 3 % par an dans l'UE. Dans les six pays dans lesquels les effets de la récession ont été les plus marqués, la baisse était même comprise entre 10 et 20 % par an en ce qui concerne l'emploi, et entre 6 et 20 % pour la VAB.

Ces baisses spectaculaires dans le secteur de la construction sont liées à la bulle de l'immobilier et à l'effondrement consécutif des prix de l'immobilier dans plusieurs États membres. Entre 2007 et 2012, les prix de l'immobilier ont connu une baisse allant de 30 à 50 % en Irlande<sup>(1)</sup>, en Lettonie et en Estonie (voir la fiche d'information 2). Au Portugal, ils ont jusqu'à présent baissé de 9 %. En Grèce, les statistiques publiées par Eurostat font état d'une augmentation modérée entre 2007 et 2010, mais d'autres sources<sup>(2)</sup> indiquent que les prix commencent à baisser depuis 2010. D'une manière générale, d'autres baisses ne sont pas à exclure.

Le secteur manufacturier, fortement touché, a enregistré une contraction de plus de 2 % par an entre 2007 et 2011. Dans les six États membres les plus durement touchés, la contraction annuelle moyenne de l'activité a atteint près de 5 %. La diminution de la VAB a été plus modérée, s'établissant à 0,9 %. Les disparités dans ce domaine ont été plus importantes, et les baisses les plus marquées durant la période en question se

sont produites en Grèce (-6 %) et en Finlande (-5 %) et les augmentations les plus fortes en Slovaquie (+8 %) et en Irlande (+4 %) (voir la figure 3 du document de travail des services de la Commission). Le resserrement dans le secteur manufacturier était étroitement lié à celui des échanges commerciaux.

### 2.4. Reprise des exportations

Dans le sillage de la crise, le crédit s'est raréfié, ce qui a provoqué une baisse des investissements et de la consommation. Cela a eu pour effet de faire diminuer le volume des échanges de marchandises et a entraîné une propagation rapide de la récession à des partenaires commerciaux importants, provoquant de nouvelles pertes de revenus et/ou d'emplois. Alors que l'élargissement intervenu en 2004 avait donné un coup d'accélérateur aux échanges commerciaux de l'UE, la crise leur a fait connaître une chute brutale (voir la figure 1).

Le volume des exportations a continué d'augmenter en 2008, bien qu'à une vitesse moindre, alors que le volume des importations avait un taux de croissance proche de zéro. En 2009, le volume des exportations et des importations a chuté de 15 % pour se retrouver à un niveau comparable à celui de 2005.

Ce sont les États membres d'Europe centrale et orientale qui ont connu la plus forte baisse du volume des importations (voir la fiche d'information 3). La plupart des pays ayant adhéré à l'UE après 2004 se trouvaient, avant d'être frappés par la crise, dans une phase de forte croissance économique alimentée par des niveaux d'investissements et de consommation élevés.

Dans les États membres d'Europe occidentale, le volume des exportations a baissé davantage que celui des importations car, au moins au début, la consommation et les investissements ont été moins touchés par la crise. La baisse générale de la demande a entraîné une diminution des exportations, ce qui a fait chuter la production dans le secteur manufacturier. Heureusement, les exportations se sont redressées rapidement, retrouvant dès 2010 des volumes analogues à ceux de 2007. Cependant les répercussions de la chute brutale des exportations continuent de se faire sentir sur le marché du travail.

### 2.5. Ralentissement des investissements directs étrangers

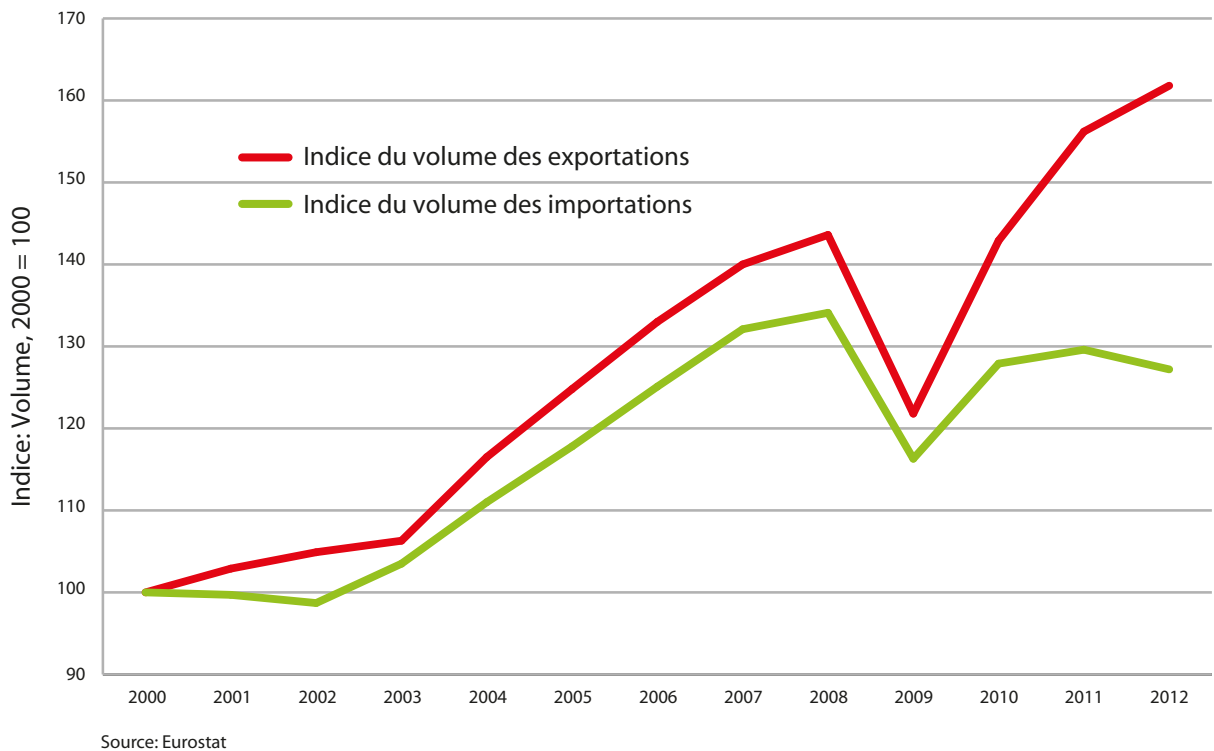
La crise a provoqué une réduction rapide des investissements directs étrangers (IDE). De nombreux investisseurs étrangers ont réorienté les ressources disponibles vers les sociétés «mères». L'adhésion à l'UE a facilité l'accès des États membres d'Europe centrale et orientale aux IDE, grâce au marché unique

1. 2007-2010

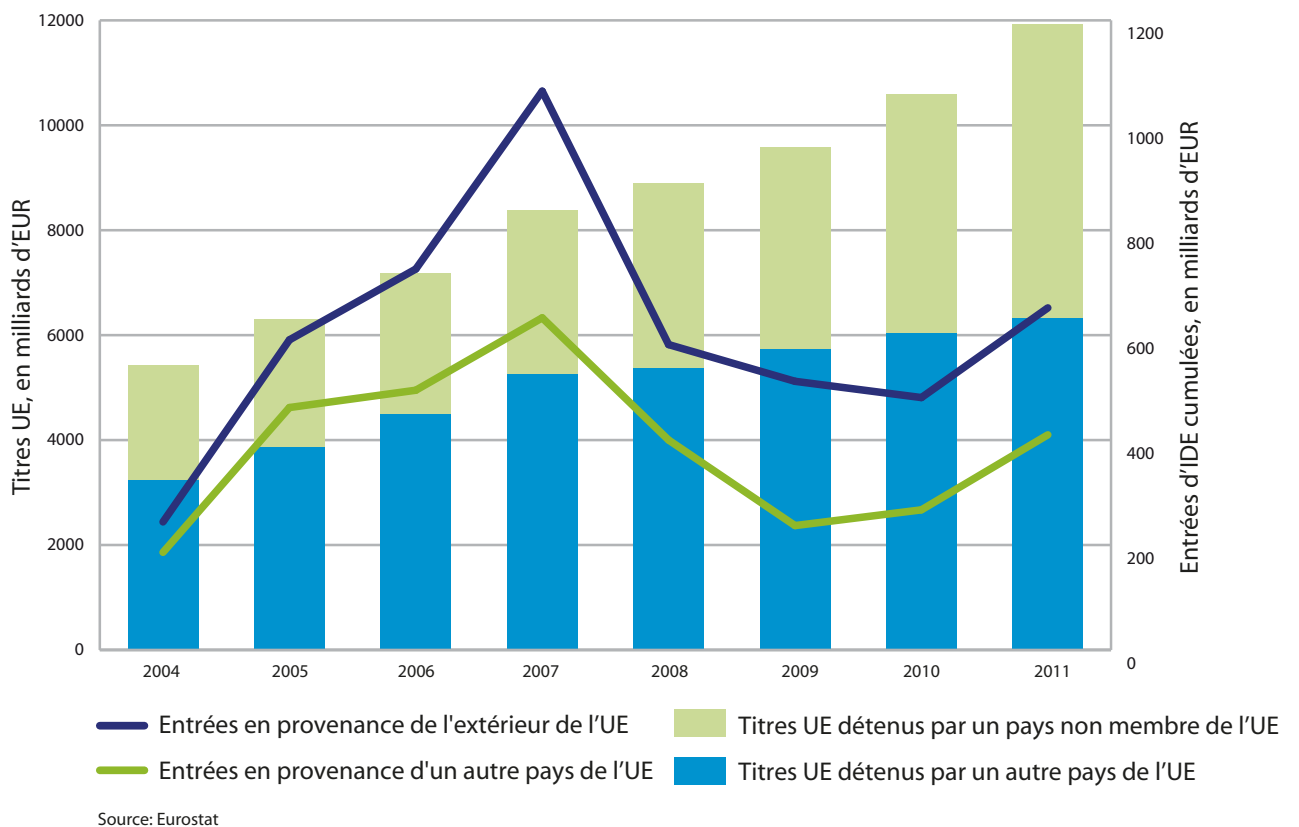
2. Indice du logement publié par «The Economist»



**Figure 1: Évolution du volume des échanges commerciaux de l'UE entre 2000 et 2011**



**Figure 2: Investissements directs étrangers dans l'UE pendant la période 2004-2011**



et à l'intégration de l'acquis de l'UE. Les IDE peuvent contribuer à des gains d'efficacité, des transferts de technologies innovantes et une productivité accrue dans les pays destinataires. En conséquence, les flux d'IDE entrants jouent un rôle important dans les États membres moins développés pour la création d'emplois et la modernisation de l'économie.

Les flux d'IDE entrants en provenance d'autres États membres et de l'extérieur de l'Union ont rapidement augmenté entre 2004 et 2007. Les flux d'investissements entrants ont quadruplé entre 2004 et 2007 (voir la figure 2), puis diminué en 2008 et en 2009, lorsque la situation du crédit s'est détériorée au niveau mondial. Le creux le plus marqué, en 2010, correspondait au niveau atteint en 2004. En 2011, les flux se sont remis à croître.

Les flux d'investissements directs étrangers ne font pas apparaître le stock d'investissements étrangers. Le montant des titres détenus dans d'autres pays a augmenté de près de 60 % entre 2004 et 2007. Cette augmentation ne s'est jamais inversée. En 2011, le montant des titres détenus par des opérateurs étrangers avait plus que doublé par rapport à 2004.

Dans certains pays de l'UE, les entrées d'IDE constituent une source importante de capitaux et d'investissements. Par exemple, les entrées nettes moyennes d'IDE en pourcentage du PIB entre 2005 et 2007 atteignaient 15 % à 23 % en Bulgarie, à Malte, en Belgique et en Estonie. La crise a provoqué une baisse rapide des flux d'IDE entrants dans dix États membres d'Europe centrale et orientale. Cette baisse représentait entre 1,5 % et 6 % du PIB durant les périodes 2005-2007 et 2008-2010, sauf en Bulgarie, où elle représentait 12 % du PIB (voir la fiche d'information 4).

## 2.6. Augmentation du risque de pauvreté et d'exclusion sociale

Au niveau de l'UE, la crise a entraîné une augmentation du pourcentage de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Entre 2009 et 2011, le pourcentage que représente ce groupe dans la population totale a augmenté d'un point. Les trois éléments considérés (taux d'exposition au risque de pauvreté, dénuement matériel extrême et intensité de travail très faible) sont également en hausse, en particulier l'élément «Intensité de travail très faible» (voir la figure 3). Ces répercussions risquent de se faire sentir encore davantage à l'avenir étant donné que la crise n'est pas encore derrière nous et que ses effets mettent du temps à se manifester.

Les répercussions de la crise sur le risque de pauvreté ou d'exclusion ont été les plus élevées dans les six États membres les plus durement touchés, mais elles ont également été considérables en Italie et en Bulgarie. Cependant, parmi les grands États membres, un certain nombre n'ont enregistré que de faibles hausses, par exemple l'Allemagne et le Royaume-Uni, ou même une légère diminution du risque de pauvreté ou d'exclusion, par exemple la Pologne et la Roumanie.

Dans le sillage de la crise, de nombreuses personnes ont dû faire face à une baisse de leurs revenus, en raison des pertes d'emplois et des réductions du temps de travail et des salaires. Dans les six États membres les plus durement touchés, le revenu disponible ajusté brut réel a considérablement chuté suite à la crise (voir la figure 4).

Dans les États baltes, le revenu disponible ajusté brut réel par habitant a augmenté rapidement entre 2005 et 2008, puis il a chuté brutalement. En Lettonie, le revenu disponible a diminué de près d'un cinquième en 2009. Depuis 2010, le revenu disponible augmente à nouveau dans ces trois États membres, mais aucun n'a retrouvé les niveaux antérieurs à la crise.

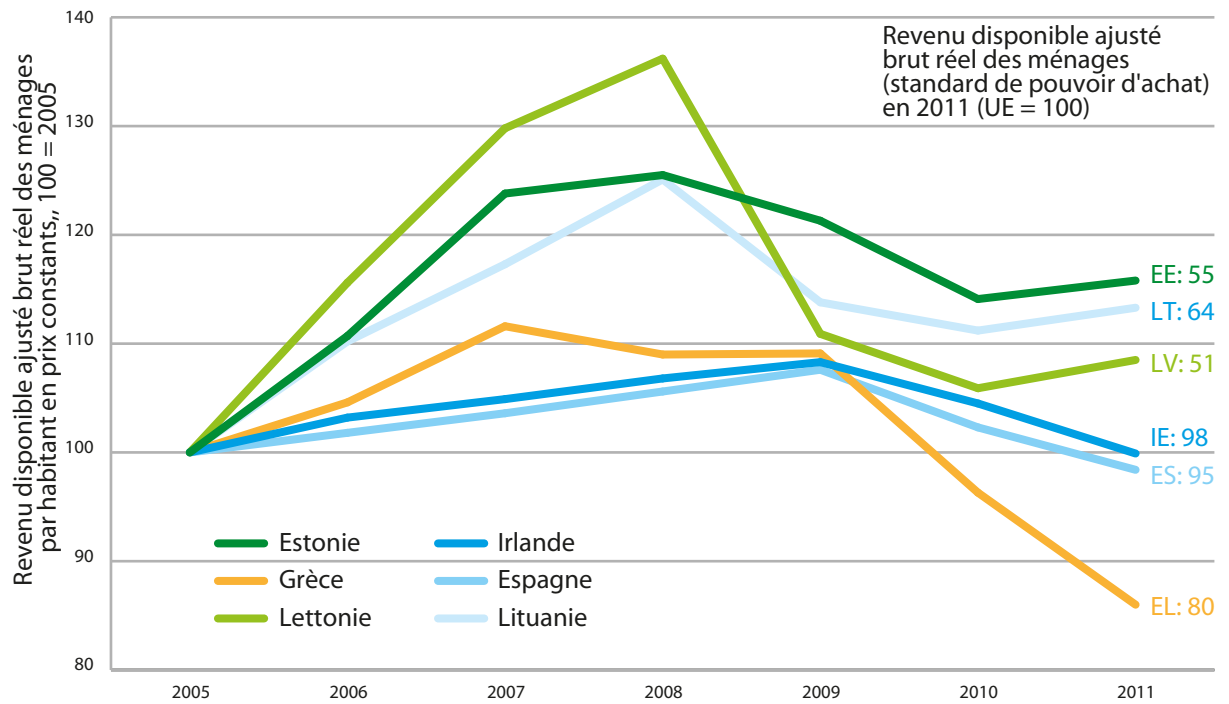
**Figure 3: Pauvreté et exclusion sociale dans l'UE pendant la période 2005-2011**

Pourcentage de la population de l'UE	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion	25,6	25,2	24,4	23,5	23,1	23,4	24,2
Exposée au risque de pauvreté	16,4	16,5	16,5	16,4	16,3	16,4	16,9
À intensité de travail très faible*	10,3	10,5	9,6	9,0	9,0	10,0	10,0
Dans un dénuement matériel extrême	10,7	9,8	9,1	8,4	8,1	8,1	8,8

\* population âgée de 0 à 59 ans

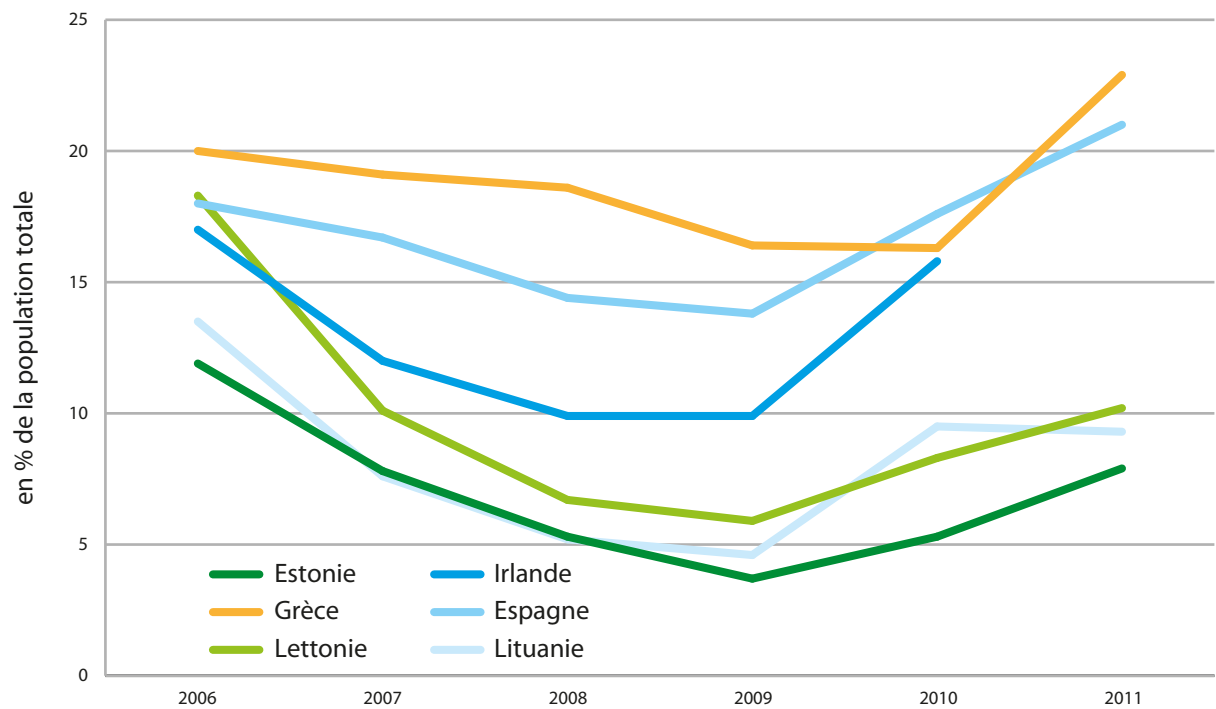
Source: Eurostat

**Figure 4: Revenu disponible ajusté brut réel des ménages par habitant entre 2005 et 2011**



Source: Eurostat, European Sector accounts

**Figure 5: Taux d'exposition au risque de pauvreté sur la base du seuil fixé pour 2005, 2006-2011**



Source: Eurostat

En Grèce, en Espagne et en Irlande, où les niveaux de revenu disponible sont beaucoup plus élevés que dans les États baltes, la situation est plus contrastée. En Espagne et en Irlande, les répercussions de la crise n'ont commencé à se faire sentir qu'en 2009. Depuis, ces deux pays ont perdu près de 8 % de leur revenu disponible et se retrouvent aux niveaux atteints en 2005. En Grèce, le revenu disponible a commencé à décliner lentement en 2007. En 2009 et 2010, il a enregistré une chute très brutale. C'est pourquoi en 2011, le revenu disponible était dans ce pays bien en dessous du niveau atteint en 2005.

En période de récession, la baisse du revenu médian et, partant, du seuil de pauvreté, entraîne souvent une diminution du taux d'exposition au risque de pauvreté. Afin d'éviter ce phénomène, le seuil de pauvreté utilisé dans la présente section correspond au niveau de 2005.

En Irlande, sur la base du seuil de 2005, le pourcentage de la population exposé au risque de pauvreté a grimpé de 10 % en 2008 pour dépasser 15 % en 2010 (voir la figure 5). Ce pourcentage atteint 20 % en Espagne et 23 % en Grèce. En raison de la forte croissance des revenus au début de la période allant de 2005 à 2011, les taux d'exposition au risque de pauvreté sur la base du seuil de 2005 n'ont augmenté que légèrement dans les États baltes, pour atteindre un taux inférieur ou égal à 10 %, et n'ont pas atteint les niveaux d'avant la crise.

Le pourcentage de personnes exposées au risque de pauvreté sur la base du seuil de 2005 a augmenté légèrement en Belgique, en Hongrie, en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Dans les autres pays de l'UE, il a baissé ou est resté stable.

Le pourcentage des personnes âgées de 0 à 59 ans faisant partie d'un ménage caractérisé par une très faible intensité de travail a augmenté après la crise, mais demeure encore en deçà des valeurs atteintes en 2006 au niveau de l'UE. Cependant, dans les six États membres les plus durement touchés, ce pourcentage a augmenté de 4 à 9 points entre 2007 et 2011 (voir la figure 6).

Au niveau de l'UE, le pourcentage de la population vivant dans un dénuement matériel extrême, autrement dit ne pouvant pas acheter quatre produits de base sur neuf, est passé de 11 % à 8 % entre 2005 et 2010. Les pourcentages les plus élevés sont observés en Roumanie et la Bulgarie, lesquelles ont cependant toutes deux réussi à ramener les ramener à 31 % et 35 % respectivement en 2010. Toutefois, en 2011, ce pourcentage au niveau de l'UE a recommencé à augmenter.

Entre 2008 et 2011, c'est en Lettonie<sup>(3)</sup> (12 points de pourcentage), en Lituanie (6 points), en Hongrie (5 points) et en Grèce (4 points) que le dénuement matériel extrême a le plus augmenté. En 2010, le pourcentage observé en Irlande a augmenté de 2 points pour atteindre 7,5 %, ce qui est élevé compte tenu des niveaux de revenus de ce pays. L'Espagne, dont le niveau de revenus est légèrement plus bas, avait un pourcentage de 4 % seulement. La Pologne est parvenue à réduire considérablement le pourcentage de sa population vivant dans un dénuement matériel extrême, le ramenant à 13 % en 2011 contre 18 % en 2008.

Pour une analyse plus approfondie des changements qui se sont produits en ce qui concerne la pauvreté et d'exclusion sociale, y compris le degré de pauvreté, se reporter au chapitre 2 du rapport de 2012 intitulé «Employment and Social Developments in Europe» (emploi et changements sociaux en Europe)<sup>(4)</sup>.

**Figure 6: Intensité de travail très faible, entre 2005 et 2011**

Pourcentage des personnes âgées de 0 à 59 ans faisant partie d'un ménage à très faible intensité de travail, 2005-2011								
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2007-2011
Estonie	9,4	7,0	6,2	5,3	5,6	8,9	9,9	3,7
Grèce	7,5	8,0	8,0	7,4	6,5	7,5	11,8	3,8
Espagne	6,5	6,0	6,3	6,2	7,0	9,8	12,2	5,9
Lituanie	9,5	8,3	6,4	5,1	6,9	9,2	12,3	5,9
Lettonie	8,1	7,0	6,1	5,1	6,7	12,2	12,2	6,1
Irlande	14,6	12,8	14,2	13,6	19,8	22,9	n/a	8,7

Source: Eurostat

3. Cette augmentation peut être en partie imputable à une rupture de séries.

4. <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=fr&eventsId=7315>

# 3 Incidences au niveau régional

La crise a mis fin à une longue période pendant laquelle les disparités régionales sur le plan du PIB par habitant et de l'emploi s'étaient amenuisées. Entre 2000 et 2008, les disparités régionales en matière de PIB par habitant ont diminué chaque année (voir la figure 7). Cette diminution s'est arrêtée en 2009 et inversée et les disparités ont augmenté en 2010 et 2011.

Les taux de chômage régionaux avaient convergé entre 2001 et 2007, mais ils ont divergé chaque année entre 2007 et 2012. Les disparités entre les pays de l'UE-15 se sont également accrues depuis 2007 en ce qui concerne tant le PIB par habitant que le taux de chômage régional.

## 3.1. Le PIB et l'emploi pendant les trois premières années de la crise

Entre 2007 et 2010, deux tiers des régions ont enregistré une baisse de leur PIB allant jusqu'à 6% par an. Les dix régions dans lesquelles le PIB a chuté le plus rapidement entre 2007 et 2010 sont les trois États baltes et sept régions situées dans sept États membres différents (voir la fiche d'information 5). Le PIB a reculé de plus de 3% par an dans ces régions. Aucune des régions d'Espagne ou de Grèce ne figure parmi elles. L'Espagne ne figure pas parmi les dix régions dans lesquelles le PIB a baissé le plus rapidement parce que la baisse du PIB y a été moins forte que la baisse de l'emploi. Dans le cas de la Grèce, c'est parce que les baisses du PIB se sont dans l'ensemble produites après 2010. En 2012, Chypre a enregistré une première baisse du niveau de l'emploi et du PIB, baisse qui semble devoir se poursuivre en 2014.

Dans plusieurs États membres, comme la Bulgarie, l'Allemagne, la Slovaquie et la Pologne, la région de la capitale est celle qui enregistre les taux de croissance les plus élevés.

Dans une région sur deux, l'emploi total a reculé au cours de la période susmentionnée. L'emploi a chuté de plus de 4% par an dans les États baltes, dans trois régions d'Espagne, deux régions d'Irlande et une région de Bulgarie (voir fiche d'information 5). La diminution du niveau de l'emploi en Grèce ne s'est produite qu'après 2010, ce qui explique qu'aucune région de la Grèce ne figure pas parmi les régions les plus durement touchées.

D'une manière générale, le lien existant entre les variations du PIB régional et de l'emploi est tenu pendant les années

considérées, étant donné qu'il faut du temps pour que les baisses de la production se répercutent sur l'emploi. Par ailleurs, plusieurs programmes d'action avaient pour objectif direct de maintenir l'emploi (à mi-temps) pendant la crise.

## 3.2. Chômage en hausse, surtout dans les régions méridionales

Au niveau de l'UE, les taux de chômage sont passés de 7% à 10% entre 2008 et 2012. Mais dans les États membres les plus durement touchés, les taux de chômage ont doublé ou même triplé, enregistrant des augmentations de plus de 8 points de pourcentage dans cinq États membres, voire de 17 points en Espagne (voir la fiche d'information 6). Dans les États membres les plus durement touchés pour cet indicateur, les taux de chômage allaient de 12% à Chypre à 25% en Espagne<sup>(5)</sup>.

Le chômage a également beaucoup augmenté en Lettonie, en Estonie, en Slovaquie et au Danemark. En revanche, les taux de chômage ont baissé en Allemagne, et n'ont pour ainsi dire pas bougé au Luxembourg, à Malte, en Belgique et en Autriche.

D'une manière générale, plus de quatre régions de l'UE sur cinq ont dû faire face à une augmentation du chômage entre 2008 et 2010. C'est pendant cette période que la majorité d'entre elles ont enregistré la plus forte hausse du chômage. Plus du tiers de ces régions ont réussi à réduire leur taux de chômage depuis 2010.

Conformément aux recommandations du plan européen pour la relance économique, plusieurs États membres ont mis en place des mesures visant à éviter des pertes d'emplois excessives et à augmenter la couverture et la durée des allocations.

Le chômage des jeunes est passé de 16% en 2008 à 21% en 2011 au niveau de l'UE (voir la fiche d'information 7). Dans 52 régions, un jeune actif sur trois était sans emploi. Dans 11 de ces régions, cette proportion était même d'un sur deux, principalement en Espagne et en Grèce. Par ailleurs, on note une augmentation du pourcentage des jeunes de 15 à 24 ans qui sont sans emploi et ne suivent ni un enseignement ni une formation: entre 2008 et 2011, ce pourcentage a augmenté dans pratiquement quatre régions sur cinq, surtout en Roumanie, en Grèce et au Royaume-Uni (voir fiche d'information 8).

5. Pour une analyse plus approfondie, se reporter au rapport de 2012 intitulé «Employment and Social Developments in Europe Report 2012» (emploi et changements sociaux en Europe). <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=fr&eventsId=7315>

### 3.3. Ralentissement des mouvements migratoires

Entre 2004 et 2008, dans l'UE-27, le nombre de résidents qui ne sont pas des ressortissants de leur pays de résidence a augmenté de 1,5 million par an. En conséquence, le pourcentage correspondant dans la population totale de l'UE-27 est passé de 5,1 % à 6,2 %. Pour les années 2009 à 2011, l'augmentation annuelle est retombée à 0,9 million, d'où un pourcentage de 6,7 % en 2011.

Entre 2004 et 2008, l'Irlande, l'Espagne et Chypre ont vu le pourcentage de leur population qui est d'origine étrangère augmenter de plus de 4 points; les principaux pays de provenance étaient les États membres ayant adhéré à l'UE en 2004 ou en 2007. Pendant cette période, l'Italie, le Portugal, le Luxembourg et le Royaume-Uni ont également connu une augmentation considérable du pourcentage de leur population qui est d'origine étrangère.

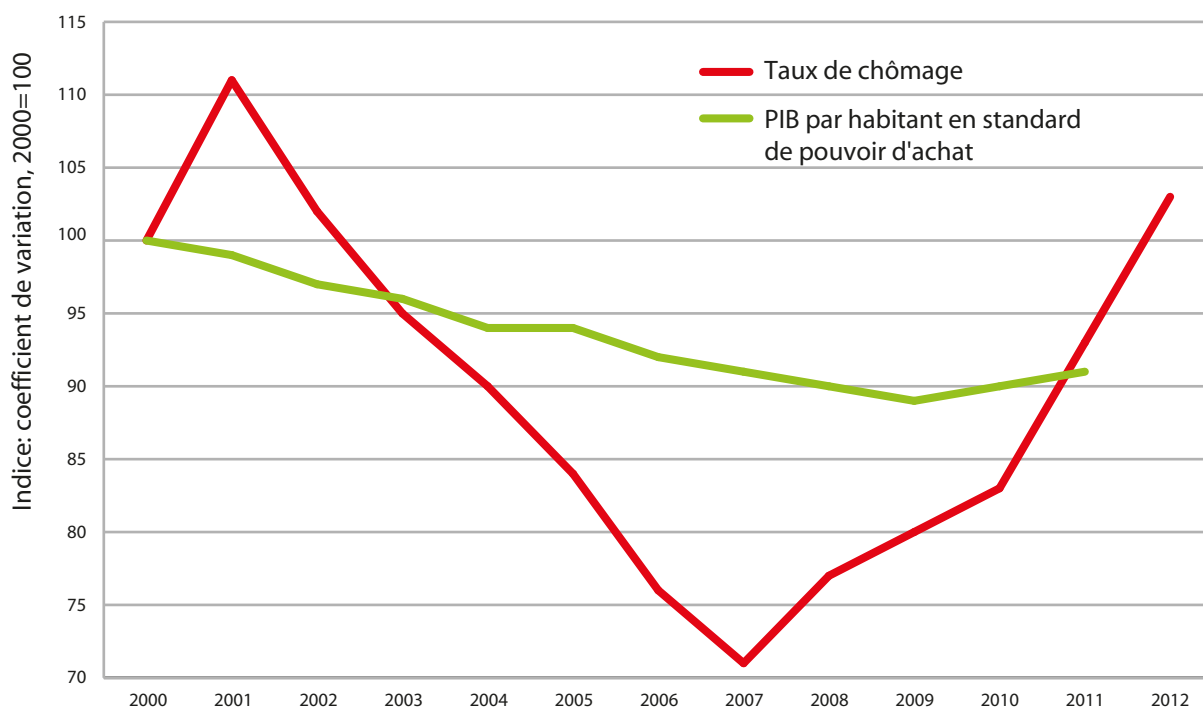
Les plus fortes répercussions de la crise sur les mouvements migratoires se sont produites dans les régions ayant connu les plus grands afflux de travailleurs migrants avant la crise. Le ralentissement des mouvements migratoires a été le plus

marqué en Espagne, en Irlande, à Chypre et dans certaines régions du Royaume-Uni et d'Italie (voir la fiche d'information 9), mais le solde est resté positif. Plusieurs régions d'Espagne, du Sud de la France et du Nord de l'Italie enregistraient encore des niveaux d'immigration nette parmi les plus élevés.

La crise a accéléré le phénomène d'émigration en Lituanie et en Lettonie. En Pologne, l'émigration nette a légèrement diminué dans les régions frontalières, et l'immigration nette a augmenté dans la région de la capitale. L'émigration nette a beaucoup diminué en Roumanie en raison du retour d'Espagne des migrants. Au fur et à mesure que la crise continue de se déployer, les disparités croissantes des taux de chômage régionaux et des salaires risquent encore d'influer sur les mouvements migratoires.

Le déclin rapide de l'emploi dans les secteurs de la construction et de l'industrie a contribué à la baisse de l'immigration nette dans les régions d'Espagne et dans le Nord de l'Italie. D'une manière générale, l'immigration nette a diminué davantage dans les régions comptant une forte proportion de migrants en provenance d'autres États membres.

Figure 7: La convergence régionale et la crise



La convergence du PIB par habitant se fonde sur des estimations pour 2011  
Source: estimations d'Eurostat et de la DG REGIO

# 4 Répercussions au niveau urbain

Pour analyser les répercussions au niveau urbain, le présent rapport utilise deux classifications de géographie économique: les régions métropolitaines et les villes.

- (1) Les régions métropolitaines sont des régions NUTS -3 qui forment une agglomération de plus de 250 000 habitants. Cette approche permet une interprétation des variations du PIB et de l'emploi au niveau urbain.
- (2) Les villes sont définies au niveau local ce qui permet d'obtenir une bonne représentation des grandes villes de l'UE. Cette classification permet d'avoir accès aux données de l'emploi et de la pauvreté sous une forme agrégée pour toutes les villes d'un même pays.

## 4.1. Les régions métropolitaines allient résilience et vulnérabilité

Dans deux États membres sur trois <sup>(6)</sup>, entre 2007 et 2010, les régions métropolitaines ont, en moyenne, vu augmenter leur PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat par rapport à l'ensemble du pays (voir la figure 4 du document de travail de la Commission). Dans les douze États membres dont le PIB par habitant a augmenté davantage que celui de l'UE dans son ensemble, les régions métropolitaines ont obtenu de meilleurs résultats que le reste du pays. Dans huit des douze États membres qui avaient connu une baisse de leur PIB par habitant par rapport à celui de l'ensemble de l'UE, le PIB par habitant dans les régions métropolitaines a diminué plus rapidement que dans le pays dans son ensemble.

Ce phénomène de croissance plus rapide du PIB dans les économies en croissance et de baisse plus rapide du PIB dans les économies en perte de vitesse pourrait signifier que les économies urbaines sont plus volatiles et plus sensibles aux fortes fluctuations économiques.

Malgré la bonne performance générale des régions métropolitaines, plus de trois d'entre elles sur cinq ont enregistré une baisse de leur PIB par habitant entre 2007 et 2010 par rapport à celui calculé au niveau de l'ensemble du pays. Ce sont les régions métropolitaines plus petites qui ont perdu le plus de terrain, puisque 74% d'entre elles ont enregistré une baisse par rapport à l'ensemble du pays. Les régions métropolitaines de deuxième rang n'ont pas non plus été épargnées, 54% d'entre elles étant en perte de vitesse. Seules les régions métropolitaines incluant la capitale du pays ont affiché de meilleurs résultats, avec seulement 30% d'entre elles en perte de vitesse.

Dans la plupart des États membres, entre 2007 et 2010, l'emploi <sup>(7)</sup> a mieux résisté à la crise dans les régions métropolitaines que dans les régions non métropolitaines (voir la figure 5 du document de travail des services de la Commission). Il n'y a qu'en Finlande, en Grèce, en Hongrie et en Lettonie que le niveau de l'emploi dans les régions non métropolitaines a diminué plus lentement que dans les régions métropolitaines.

Comme c'était déjà le cas pour les variations du PIB par habitant, toutes les régions métropolitaines n'ont pas connu des variations du niveau de l'emploi plus importantes que celles enregistrées par le pays dans son ensemble. La moitié seulement des régions métropolitaines ont enregistré une baisse plus légère de l'emploi (ou une croissance plus forte de l'emploi) que celle observée dans les régions non métropolitaines du pays. Un peu plus de la moitié des régions métropolitaines de deuxième rang ont fait mieux que le pays dans son ensemble. Un peu moins de la moitié des régions métropolitaines plus petites ont fait mieux que le pays dans sa totalité. Les régions métropolitaines incluant la capitale ont obtenu de bien meilleurs résultats: neuf sur dix ont réalisé de meilleures performances en matière d'emploi. Dans neuf régions métropolitaines comprenant la capitale, l'emploi a même augmenté alors qu'il chutait au niveau national.

6. Cette analyse ne comprend pas le Luxembourg, Malte et Chypre.

7. Cette analyse ne comprend pas le Luxembourg, Malte, Chypre et l'Italie.



Au Royaume-Uni et en Espagne, environ la moitié des régions métropolitaines ont eu des résultats plus mauvais que les régions non-métropolitaines sur le plan de l'emploi. En Grèce et en Hongrie, presque toutes les régions métropolitaines ont eu des résultats plus mauvais. Dans la majorité des États membres, néanmoins, la plupart des régions métropolitaines, voire toutes, ont enregistré de meilleurs résultats en matière d'emploi que les régions non-métropolitaines. Ce phénomène était particulièrement manifeste en Pologne, en Slovaquie, dans la République tchèque, en Roumanie et en Bulgarie.

Au cours des trois premières années de la crise, la plupart des régions métropolitaines ont fait preuve de résilience, en particulier les régions métropolitaines incluant la capitale du pays. Les régions métropolitaines de deuxième rang ont eu de moins bons résultats. Les régions métropolitaines plus petites se sont montrées très vulnérables, la majorité d'entre elles étant à la traîne du point de vue de l'évolution aussi bien du PIB par habitant que de l'emploi.

## 4.2. Les villes et la crise

La pauvreté et l'exclusion sociale se trouvent principalement dans les villes, surtout en ce qui concerne l'Europe du Nord-Ouest. La crise a encore intensifié cette concentration dans les villes. Le taux d'exposition au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a augmenté d'un point de pourcentage dans les villes de l'UE, alors qu'il n'a augmenté que de 0,5 point ailleurs (voir la figure 8).

En 2011, les citoyens des pays de l'UE-15 étaient davantage exposés à la pauvreté ou à l'exclusion sociale que les personnes ne résidant pas en ville (voir la figure 9). De plus, les chiffres observés pour les trois éléments du risque d'exposition à la pauvreté ou à l'exclusion sociale étaient plus élevés dans les villes qu'ailleurs. Dans les pays de l'UE-12, la situation est plutôt inverse. Les citoyens ont une probabilité beaucoup plus faible d'être exposés à la pauvreté ou à l'exclusion sociale.

**Figure 8: Variation de l'exposition au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, 2008-2011**

UE-27	Pauvreté/exclusion	Pauvreté	Faible intensité de travail	Dénuement
Villes	1,0	0,6	0,9	0,5
Autres zones	0,5	0,5	1,1	0,3
UE-15				
Villes	1,2	0,6	1,2	0,7
Autres zones	0,9	0,3	1,4	0,9
UE-12				
Villes	-0,4	0,3	-0,3	-0,7
Autres zones	-1,0	0,8	0,3	-1,5

Source: Eurostat

Dans 18 États membres, l'exposition au dénuement matériel extrême est plus élevée dans les villes. Dans 15 États membres, l'intensité de travail très faible est plus répandue dans les villes (voir la fiche d'information 10). Dans 10 États membres, le risque d'exposition à la pauvreté est plus élevé dans les villes.

La proportion très élevée de ménages à intensité de travail très faible observée dans les villes, qui concentrent pourtant la majorité des emplois, est quelque peu paradoxale. Cette situation peut être liée à l'inadéquation des compétences, aux emplois précaires ou au fait que les villes comptent une proportion plus importante de ménages composés d'une seule personne. Elle peut également être liée à l'existence, dans les

villes, d'une proportion plus importante de résidents nés hors de l'UE.

Dans onze des États membres de l'UE-15<sup>(8)</sup>, les personnes nées hors de l'UE avaient une probabilité bien plus élevée de faire partie d'un ménage à intensité de travail très faible. En 2010, le pourcentage des personnes nées hors de l'UE faisant partie d'un ménage à très faible intensité de travail dépassait d'au moins six points de pourcentage celui des personnes nées dans leur pays de résidence. Bon nombre de personnes nées hors de l'UE doivent surmonter des obstacles multiples pour accéder au marché du travail, tels que le fait de ne pas parler la langue du lieu de résidence, le manque de compétences, la non-reconnaissance de leurs diplômes et la discrimination.

Comme c'est le cas en ce qui concerne la pauvreté and l'exclusion sociale, les villes des États membres les plus développés connaissent généralement des taux d'emploi plus faibles et des taux de chômage plus élevés que les villes plus petites,

les banlieues et les zones rurales (voir la figure 10), alors que c'est l'inverse qui se produit dans les États membres moins développés. La crise n'a pas modifié cette situation.

**Figure 9: Exposition au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans les villes en 2011**

UE-27	Pauvreté/exclusion	Pauvreté	Faible intensité de travail	Dénuement
Villes	23,3	15,7	11,0	8,4
Autres zones	25,0	18,0	9,1	9,2
UE-15				
Villes	23,3	15,7	11,0	8,4
Autres zones	25,0	18,0	9,1	9,2
UE-12				
Villes	23,3	15,7	11,0	8,4
Autres zones	25,0	18,0	9,1	9,2

Source: Eurostat

Le présent rapport donne une vue d'ensemble de quelques questions essentielles qu'il serait souhaitable que les programmes de cohésion prennent en compte pour la période 2014-2020.

**Figure 10: L'emploi et le chômage dans les villes et les autres zones entre 2008 et 2011**

	Taux d'emploi, 20-64 ans		Taux de chômage	
	2011	Variations 2008-2011	2011	Variations 2008-2011
UE-27				
Villes	64.5	-1.8	10.1	2.6
Autres zones	64.0	-1.9	9.4	2.6
UE-15				
Villes	65.0	-1.7	10.3	2.6
Autres zones	66.0	-1.6	9.1	2.5
UE-12				
Villes	62.4	-1.4	9.0	3.3
Autres zones	58.3	-1.8	10.3	2.9

Source: Eurostat

8. Les seules exceptions étaient l'Italie, la Grèce, le Portugal et le Luxembourg.

# 5 La politique de cohésion et la crise

En raison de la crise, il a été plus difficile d'atteindre les objectifs d'Europe 2020, du fait des taux d'emploi plus faibles et de l'aggravation de la pauvreté et de l'exclusion sociale. De plus, l'accroissement des disparités régionales met à mal l'un des objectifs clés de la politique de cohésion.

Même si certains États membres, comme l'Allemagne et la Pologne, sont sortis relativement indemnes de la crise, la plupart des autres États membres devront faire face à d'autres problèmes et à des ressources publiques en baisse. Ces problèmes incluent notamment, pour la majorité, voire la totalité des États membres:

- des niveaux de PIB et d'emploi qui n'ont pas encore retrouvé les niveaux antérieurs à la crise ;
- des niveaux élevés de chômage, de pauvreté et d'exclusion ;
- une diminution des revenus des ménages, ce qui fait baisser la consommation et les importations ;
- des niveaux sans précédent de dette publique et la nécessité d'un assainissement budgétaire.

Le présent rapport montre que le degré de gravité des problèmes varie considérablement en Europe. Il serait dès lors souhaitable que les programmes de cohésion futurs tiennent compte de ces disparités, afin d'assurer un impact maximal et de cibler les problèmes là où ils sont les plus graves.

Dans ce contexte, les programmes de cohésion à venir devront accorder une place particulièrement importante aux investissements propices à la croissance et à la création d'emploi. Seule une reprise stable et robuste pourra faire baisser les taux de chômage.

C'est la raison pour laquelle la Commission propose d'orienter les ressources principalement vers quelques domaines importants tels que l'emploi (en particulier celui des jeunes), la formation et l'éducation, l'inclusion sociale, l'innovation et les PME, l'efficacité énergétique et une économie à faible intensité de carbone, et c'est aussi pourquoi la Commission est disposée à élargir cela aux infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC) et aux mesures en faveur de la croissance du secteur du numérique.

Les exportations et les investissements directs étrangers constituent un puissant moteur de croissance dans les États membres moins développés, contribuant à la création d'emploi et aux transferts de connaissances et de technologies. Les

PME, l'un des principaux groupes cibles de la politique de cohésion, sont particulièrement touchées par la dégradation de l'environnement des entreprises. Dans une conjoncture de demande intérieure faible, l'augmentation des exportations de biens et de services permettra de relancer la croissance. Les investissements en faveur de l'innovation et une stratégie de spécialisation intelligente devraient améliorer les résultats de ce secteur.

Le secteur de la construction continuera de pâtir des conséquences de la crise bancaire, en raison de l'accès limité au crédit, de l'éclatement de la bulle de l'immobilier, et de la diminution du revenu disponible des ménages ainsi que de la sécurité des revenus. Investir dans l'efficacité énergétique des bâtiments pourrait permettre de rétablir certains des emplois perdus par ce secteur.

Le risque d'exposition à la pauvreté ou à l'exclusion sociale a augmenté au niveau de l'UE et cette tendance pourrait se poursuivre en raison des effets différés de la crise sur la pauvreté et l'exclusion sociale.

L'assainissement budgétaire renforcera encore davantage le rôle de la politique de cohésion en tant que source importante d'investissements publics pendant la période 2014-2020. De fait, dans bon nombre d'États membres et de régions moins développés, le financement au titre de la politique de cohésion représente déjà plus de la moitié des investissements publics. La Commission invite instamment les États membres et les régions à commencer sans tarder à préparer les nouveaux programmes, afin de veiller dès maintenant à ce que les projets nécessaires à la relance de l'activité économique et au soutien de l'intégration sociale puissent démarrer au début de l'année prochaine.

# Annexes

**Figure 1: Member States grouped by impact of recession, 2007-2011**

	Annual average change in %, 2007-2011			Impact of the recession
	GDP	Employment	Combined*	
EU-27	-0.1	-0.2	-0.2	Moderate
EU-15	-0.2	-0.3	-0.3	Moderate
EU-12**	1.6	-0.1	0.7	Low
Latvia	-4.5	-6.4	-5.5	Very high
Greece	-3.9	-1.9	-2.9	Very high
Ireland	-1.8	-3.9	-2.8	Very high
Lithuania	-1.5	-2.7	-2.1	Very high
Estonia	-2.0	-2.1	-2.1	Very high
Spain	-0.7	-2.7	-1.7	Very high
Portugal	-0.6	-1.3	-1.0	High
Denmark	-1.0	-0.8	-0.9	High
Bulgaria	0.6	-2.3	-0.8	High
Hungary	-0.8	-0.8	-0.8	High
Italy	-1.1	-0.4	-0.8	High
Slovenia	-0.7	-0.8	-0.8	High
Romania	0.3	-1.0	-0.3	Moderate
UK	-0.6	-0.1	-0.3	Moderate
Finland	-0.7	0.2	-0.2	Moderate
France	0.0	-0.1	0.0	Moderate
Netherlands	0.2	0.3	0.2	Moderate
Czech Rep.	0.7	-0.1	0.3	Moderate
Cyprus	0.9	0.5	0.7	Low
Belgium	0.6	0.9	0.7	Low
Austria	0.6	0.9	0.8	Low
Sweden	1.1	0.5	0.8	Low
Germany	0.7	0.8	0.8	Low
Slovakia	2.0	0.4	1.2	Low
Luxembourg	-0.1	2.7	1.3	Low
Malta	1.4	1.6	1.5	Low
Poland	3.7	1.4	2.6	Low

\* Average of change in GDP and change in employment

\*\* EU-12 are the Member States that joined in 2004 and 2007

Source: Eurostat

**Figure 2: Changes in GVA and employment by sector by group of MS, 2007-2011**

Employment, Annual average % change 2007-2011	Employment					Gross Value Added				
	Very high impact	High impact	Moderate impact	Low impact	EU-27	Very high impact	High impact	Moderate impact	Low impact	EU-27
Agriculture, forestry and fishing	-3.1	-1.7	0.8	-1.6	-1.1	0.7	0.4	1.3	-1.6	0.8
Industry (except construction)	-4.8	-2.5	-2.9	-0.5	-2.2	-1.1	-2.6	-1.9	0.4	-0.9
Construction	-15.2	-2.8	-1.3	2.1	-3.0	-8.6	-4.8	-2.1	1.7	-2.9
Wholesale and retail trade, transport, accommodation and food services	-1.8	-0.4	-0.2	0.9	-0.1	-1.0	-1.5	-0.7	1.5	-0.2
Information and communication	0.2	1.0	0.5	0.1	0.4	2.5	1.8	1.1	3.6	1.9
Financial and insurance activities	-1.1	0.1	-0.3	0.1	-0.1	-1.8	1.3	-0.7	0.8	-0.2
Real estate activities	0.2	0.9	-0.8	1.8	0.3	0.2	0.2	1.2	0.9	0.8
Professional, scientific, technical, administrative and support services	-0.1	0.8	0.6	3.4	1.5	-0.5	-1.0	0.1	-0.2	-0.2
Public administration, defence, education, health and social work	0.7	-0.4	0.9	1.4	0.8	1.2	0.2	1.3	1.6	1.2
Arts, entertainment, recreation, other services, services employed by households & extra-territorial bodies	-0.5	1.4	1.0	0.7	0.7	0.5	0.9	0.4	0.2	0.4
Total	-2.8	-0.8	-0.1	0.9	-0.3	-1.1	-1.0	-0.2	1.0	0.0

Source: Eurostat

Figure 3: Changes in GVA and employment by sector per Member State, 2007-2011

Employment, Annual average % change 2007-2011	LV	IE	GR	LT	EE	ES	PT	DK	HU	BG	IT	SI	UK	RO	FI	FR	NL	CZ	CY	SE	BE	AT	DE	SK	MT	PL	EU27
Agriculture, forestry and fishing	-7.8	-6.9	-1.0	-6.9	-3.0	-2.7	-2.3	-0.7	-2.0	-1.6	-1.3	-2.1	1.6	2.3	-1.2	-2.9	-1.3	-3.3	1.1	0.4	-3.5	-0.9	0.2	-3.6	-1.0	-2.2	-1.1
Industry (except construction)	-7.1	-5.7	-4.1	-4.8	-1.4	-4.9	-3.1	-3.7	-1.2	-4.5	-2.1	-3.8	-2.5	-5.4	-2.2	-2.3	-1.2	-2.3	-1.8	-2.2	-1.9	-0.5	-0.1	-2.2	-4.1	-0.3	-2.2
Construction	-17.2	-20.4	-10.0	-14.2	-11.8	-15.5	-5.0	-4.0	-3.9	-5.2	-1.6	-2.8	-3.0	-1.9	0.5	0.2	-1.1	0.5	-3.3	3.8	1.5	1.5	0.7	2.2	-1.8	5.3	-3.0
Wholesale and retail trade, transport, accommodation and food services	-7.4	-3.1	-1.5	-0.9	-2.3	-1.4	-1.4	-0.5	-0.4	-0.8	-0.2	-0.2	-0.5	-1.4	-0.5	0.1	0.2	0.8	-0.5	1.2	0.0	0.9	0.6	0.8	1.7	1.8	-0.1
Information and communication	-1.1	1.9	-3.6	4.9	5.3	0.2	2.8	-0.5	1.3	1.6	0.8	2.7	0.4	-1.1	1.1	0.8	-0.2	3.4	0.3	-0.3	0.7	1.6	-0.8	3.0	4.6	2.6	0.4
Financial and insurance activities	-4.0	0.1	-0.5	-3.3	1.5	-1.4	0.0	-2.7	4.0	3.8	-0.4	1.1	-0.8	-3.2	3.3	1.1	-2.2	0.9	2.0	-0.3	-0.9	0.3	-0.4	1.6	3.8	1.7	-0.1
Real estate activities	-2.5	-3.6	-6.6	7.9	1.8	0.3	0.6	1.2	-1.2	3.3	1.0	3.0	0.1	-11.9	2.0	-1.7	-0.9	3.9	-1.5	0.6	4.1	1.4	0.2	3.1	-4.5	7.2	0.3
Professional, scientific, technical, administrative and support services	0.9	-3.8	0.3	7.2	3.1	-0.2	1.8	-1.0	2.9	0.9	0.6	1.2	1.0	3.9	3.3	0.2	-0.9	1.7	2.0	2.9	3.6	2.4	3.0	4.9	8.5	6.1	1.5
Public administration, defence, education, health and social work	-2.5	1.4	-1.0	-1.2	0.7	1.4	0.8	0.7	-1.5	-3.4	-0.4	1.8	1.4	-0.4	0.9	0.3	2.2	0.2	2.2	-0.2	1.9	1.5	1.2	0.2	2.1	2.4	0.8
Arts, entertainment, recreation, other services, services employed by households & extra-territorial bodies	-5.4	-0.3	-0.4	7.2	-8.1	-0.5	0.2	0.2	-1.9	-1.9	1.9	1.8	0.3	0.0	2.0	1.5	1.5	2.6	5.7	1.0	-0.1	1.8	0.4	2.2	7.0	2.3	0.7
Total	-6.4	-3.9	-2.1	-2.7	-2.1	-2.7	-1.3	-0.8	-0.9	-2.3	-0.4	-0.8	-0.1	-1.0	0.2	-0.1	0.3	-0.1	0.5	0.4	0.9	0.9	0.8	0.4	1.8	1.4	-0.3
GVA, Annual average % change 2007-2011	LV	IE	GR	LT	EE	ES	PT	DK	HU	BG	IT	SI	UK	RO	FI	FR	NL	CZ	CY	SE	BE	AT	DE	SK	MT	PL	EU27
Agriculture, forestry and fishing	2.8	-0.1	0.2	-0.2	-0.7	1.0	0.2	-0.1	8.3	2.7	-0.5	-0.1	-1.0	0.3	0.6	2.1	1.8	0.2	-0.7	-0.6	3.9	2.2	-3.8	-9.3		0.6	0.8
Industry (except construction)	0.0	4.4	-5.9	0.0	-0.4	-2.0	-1.8	-3.9	-0.4	0.3	-2.8	-1.6	-2.7	2.8	-5.2	-2.1	0.3	3.0	-1.3	-0.9	-0.7	0.7	-0.2	8.1		5.2	-0.9
Construction	-13.5	-20.0	-9.9	-11.3	-5.9	-7.2	-7.3	-4.6	-7.3	-1.3	-4.4	-10.0	-1.5	-5.0	0.3	-3.1	-2.4	-1.4	-9.1	1.2	1.0	-2.6	1.1	4.8		8.8	-2.9
Wholesale and retail trade, transport, accommodation and food services	-2.6	-4.4	-4.5	-1.1	-7.5	0.3	0.2	-2.9	-4.5	0.2	-1.4	-0.7	-1.8	-3.5	0.1	0.5	-0.1	-3.1	0.1	1.7	0.4	-0.2	1.7	-5.4		3.9	-0.2
Information and communication	-5.4	-4.1	2.4	0.7	2.9	3.2	0.7	4.7	5.7	16.7	1.0	1.9	1.4	-3.2	3.0	1.0	-0.2	-0.6	1.7	5.0	1.9	-1.4	4.0	2.8		3.3	1.9
Financial and insurance activities	-4.2	-0.7	-3.1	3.1	-6.5	-2.1	2.1	-0.4	-3.2	5.6	1.5	0.7	-2.3	-3.5	-2.8	1.1	1.3	7.2	4.5	1.3	0.3	3.5	0.9	-1.4		-3.7	-0.2
Real estate activities	-0.6	-5.5	1.2	2.2	3.3	1.0	0.9	1.5	0.2	-1.5	0.0	1.7	1.5	-3.2	1.3	0.8	1.2	4.7	4.5	1.0	1.5	1.7	0.5	4.9		2.5	0.8
Professional, scientific, technical, administrative and support services	-3.9	-3.3	-4.5	-3.0	-0.6	0.7	0.6	0.8	-1.6	0.0	-1.4	0.7	0.6	-1.9	0.7	0.0	-1.4	-0.8	2.7	1.9	1.4	1.7	-1.2	-1.0		4.5	-0.2
Public administration, defence, education, health and social work	-3.9	-3.4	-2.0	-0.7	0.3	2.7	-0.2	0.6	-0.6	-1.4	0.1	1.5	1.3	-2.5	-0.2	1.0	2.6	1.0	3.3	1.4	1.2	1.1	1.8	2.6		1.6	1.2
Arts, entertainment, recreation, other services, services employed by households & extra-territorial bodies	-11.6	0.5	-0.3	-6.4	-7.7	1.0	1.7	0.5	0.0	7.9	0.9	-1.0	0.3	-9.1	1.0	0.8	-0.6	-3.3	4.3	1.6	0.8	0.8	-0.1	2.1		0.7	0.4
Total	-3.4	-2.1	-3.1	-1.5	-1.9	-0.5	-0.4	-1.0	-0.8	1.3	-1.1	-0.8	-0.6	-1.6	-1.0	0.1	0.4	0.9	0.8	1.1	0.7	0.6	0.7	2.1		3.7	0.0

Source: Eurostat

No data available for Luxembourg or for GVA in Malta

**Figure 4: Change in GDP per head index (PPS) in metro regions, 2007-2010**

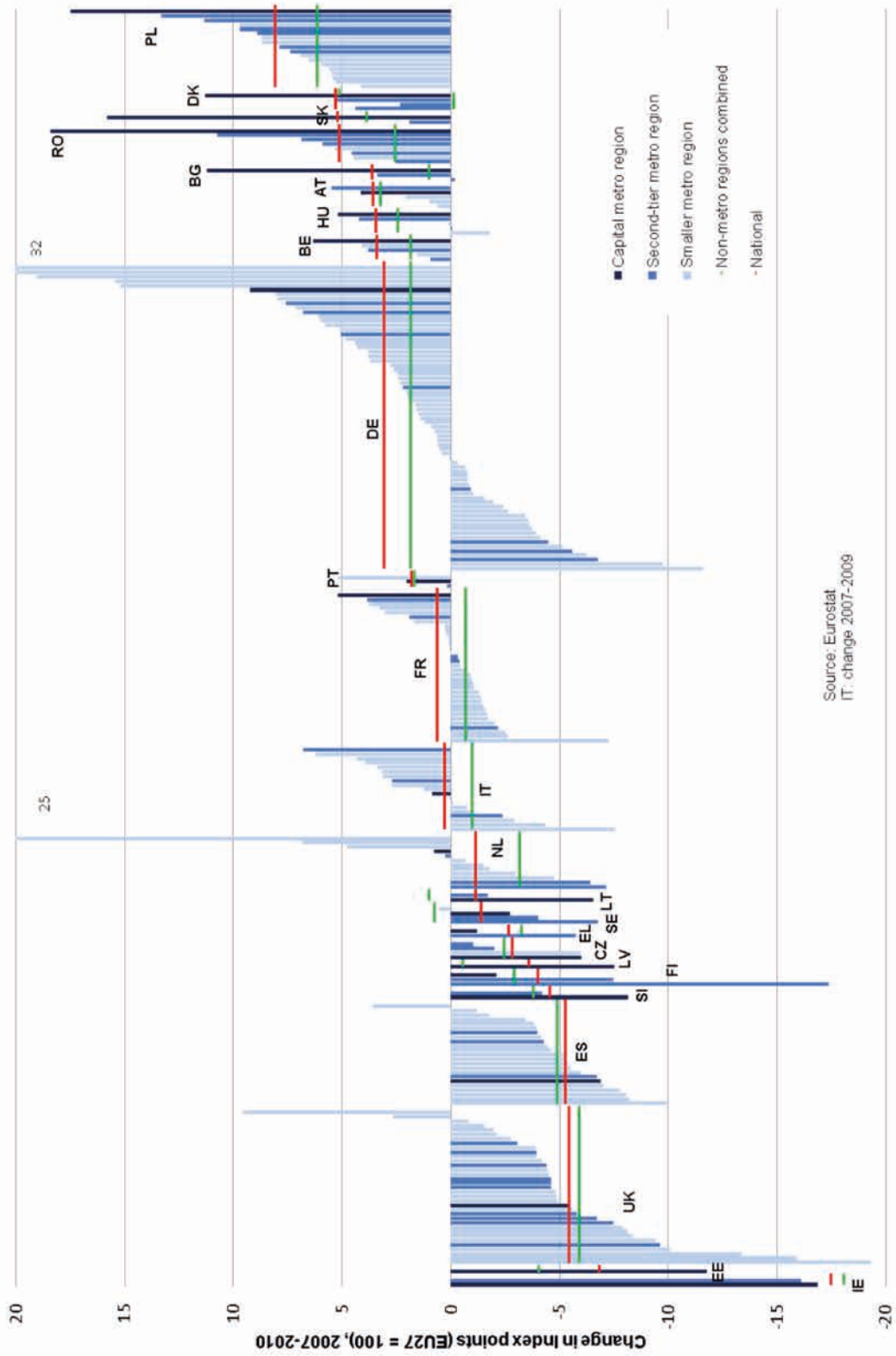
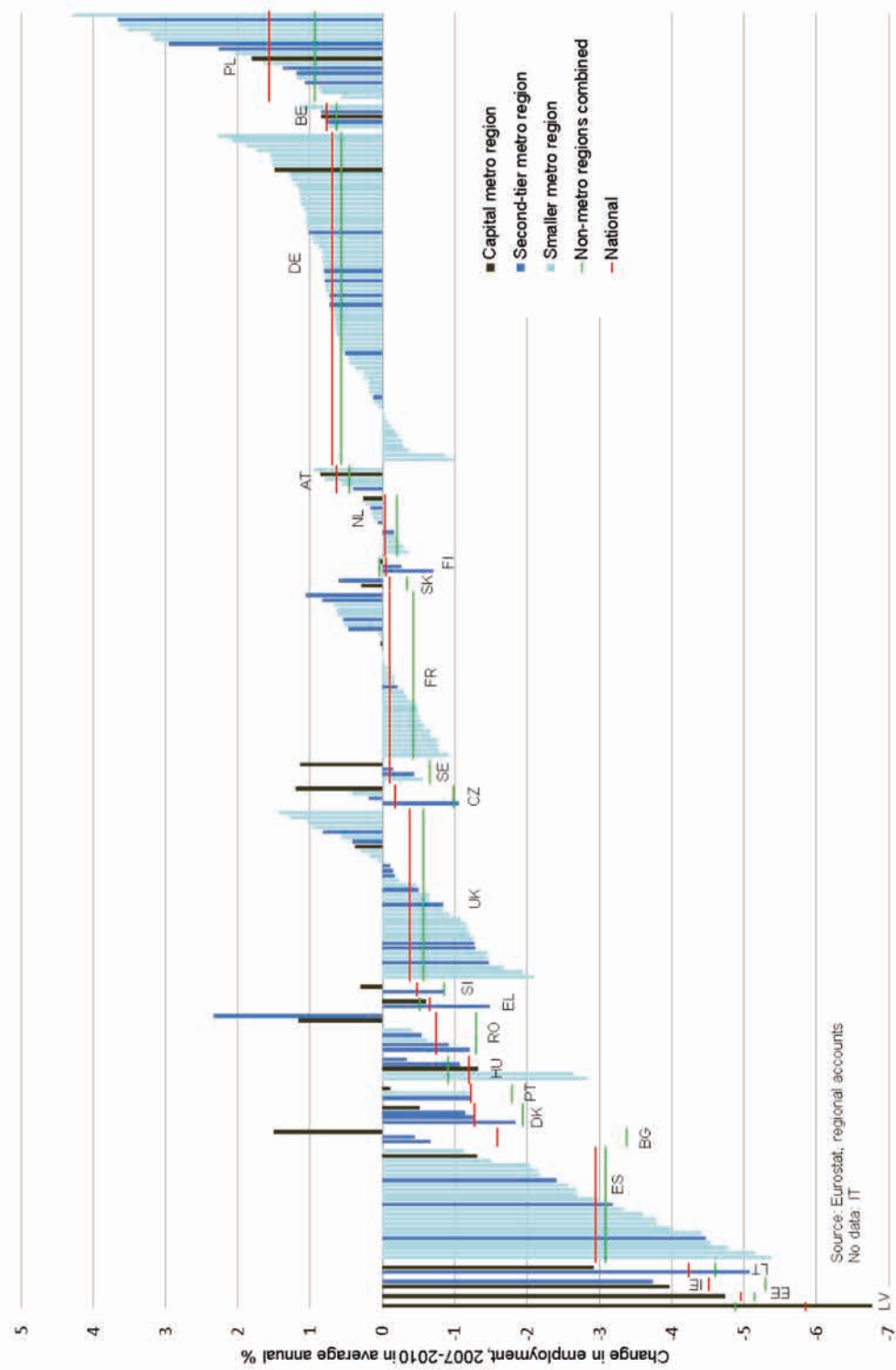




Figure 5: Change in employment in metro regions, 2007-2010



# 1. Public debt

The general government debt is defined as the consolidated gross debt of the whole of the general government sector outstanding at the end of the quarter (at nominal value). The general government sector comprises central government, state government, local government, and social security funds. The debt is measured as a percentage of GDP.

## Why does this matter?

The Maastricht Treaty specifies government debt must not exceed 60% of GDP unless it is sufficiently diminishing and approaching 60% at a satisfactory pace. Unsustainable levels of public debt undermine macro-economic stability, increase government spending interests and the higher taxes required to service the debt may act as a drag on growth.

## How do the EU Member States score?

Government debt-to-GDP ratios increased drastically over the 2008-2012 period in both the euro area (24.9 percentage points) and in the EU-27 (26.2 p.p.), sustained by government budget deficits (negative primary balances), increasing interest payments and lower nominal GDP growth. During the crisis, the total debt-to-GDP ratio of EU-27 registered a negative trend, peaking at 85.2% in the last quarter of 2012 (latest available data).

The highest ratios of government debt to GDP are recorded in Greece (156.9%), Italy (127.0%) and Portugal (123.6%). The total government debt is higher than the annual GDP also in Ireland, and close to this level in Belgium. The lowest ratios, instead, are registered in Estonia (10.1%), Bulgaria (18.5%) and Luxembourg (20.8%). The values of the last quarter of 2012 represent a peak (since 2000) for eleven countries, including Germany, Portugal, Netherlands and the UK. Greece, instead, peaked (170.3%) in the fourth quarter of 2011 and decrease is mainly due to the exchange of bonds. Also Hungary (79.2%) improved its situation compared to the peak recorded in the second quarter of 2010 (85.3%).

The highest increases between 2008 and 2012 are registered in Ireland, where the ratio increased by a staggering 90.0 percentage points, Portugal (56.1) and Greece (49.0).

The debt to GDP ratio increased in all EU-27 countries, although Sweden (+0.2 p.p.), Bulgaria (+3.1 p.p.) and Estonia (+6.0 p.p.), starting from a very low base) registered a mild increase.

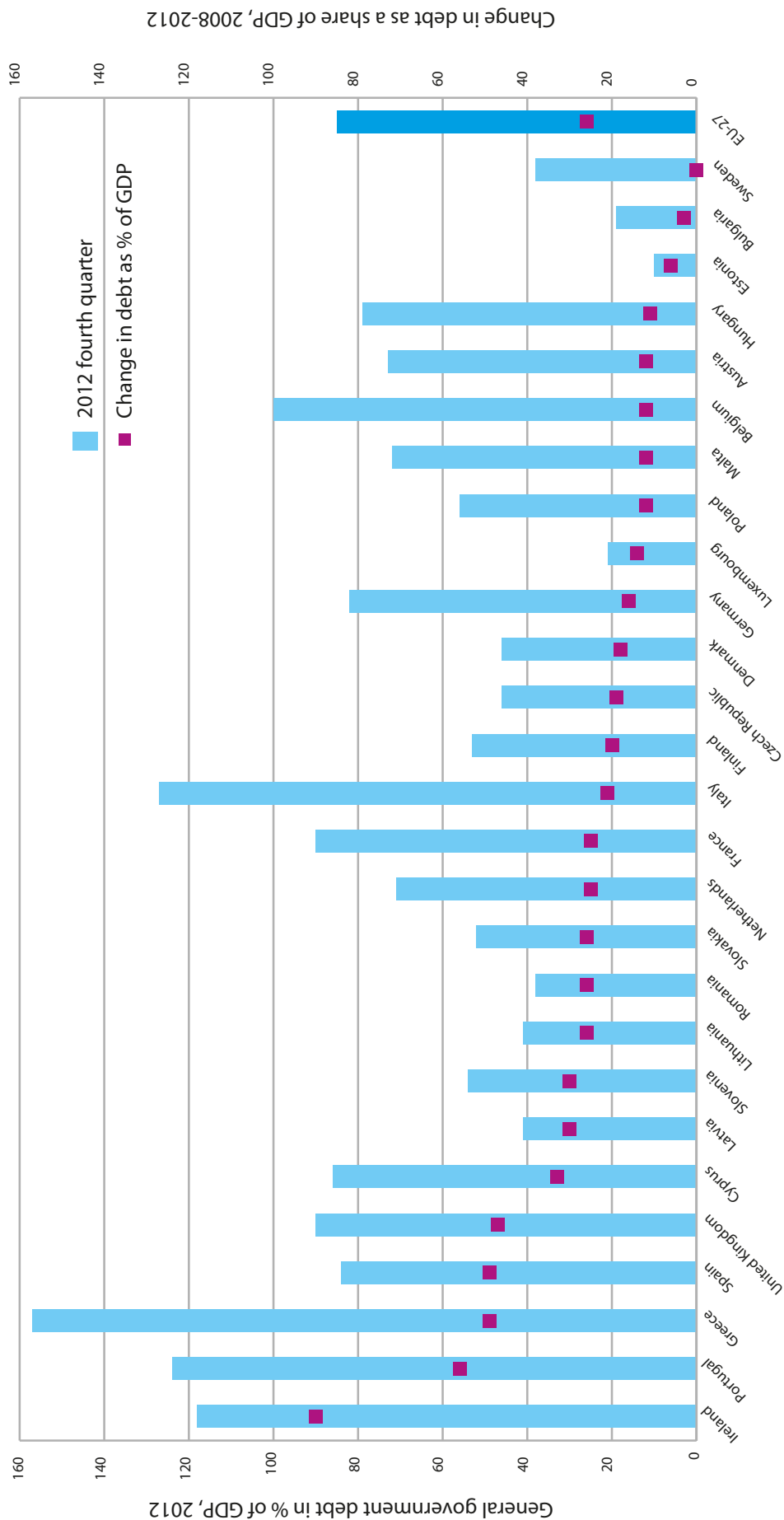
This table shows the five countries with the highest government debt-to-GDP ratio

Country	General Government Gross Debt, fourth quarter 2012
Greece	156.9
Italy	127.0
Portugal	123.6
Ireland	117.6
Belgium	99.6

This table shows the five countries with the biggest increase of government debt-to-GDP ratio

Country	General Government Gross Debt, first quarter 2008 - fourth quarter 2012
Ireland	90.0
Portugal	56.1
Greece	49.0
Spain	48.6
UK	46.7

General Government Debt



Source: Eurostat

## 2. House Price Index (HPI)

House Price Indices (HPIs) measure inflation in the residential property market. The HPI captures price changes of all kinds of residential property purchased by households (flats, detached houses, terraced houses, etc.), both new and existing. Only market prices are considered, self-built dwellings are therefore excluded. The land component of the residential property is included.

### Why does this matter?

Rapid increases in housing prices reduce the affordability of housing, especially for first-time buyers. Rapid reductions in housing prices lead to mortgages which are higher than the current value of the house, so-called negative equity. These reductions also lead to fewer transactions on the housing market, with effects on mobility of workers.

### How do the EU Member States score?

Housing market bubbles have been one of the main macroeconomic imbalances leading to the current economic crisis. Household indebtedness is closely linked with housing market developments: growth in credit to households, house price increases and high residential investment went hand in hand during the decade preceding the crisis, leading to higher indebtedness of the private sector. While the length and the speed of this expansion has shown significant variations across countries, house prices peaked in a vast majority of Member States in 2007/2008 <sup>(1)</sup>, ending a particularly pronounced price cycle across the EU. In 2006-2007, half of the Member States where data is available recorded price increases above 6%/year, a threshold considered as an alert of internal imbalances <sup>(2)</sup>.

Taking into account the 2007-2012 period, house prices contracted considerably in Ireland (-49.5%, until 2010), Latvia (-35.7%) and Estonia (-30.2%). In Ireland house prices in 2010 were significantly lower than in 2005. A substantial decrease between 2007 and 2012 was also registered Spain (-28.0%), and Romania (-26.1%, 2010-2012).

Between 2007 and 2012, house prices kept on increasing considerably in Sweden (+16.3%), Luxembourg (+15.1%), Finland (+14.8%) and Belgium (+14.0%), and at a slower pace in Malta (+8.2%), Germany (+6.8%) and France (+4.5%).

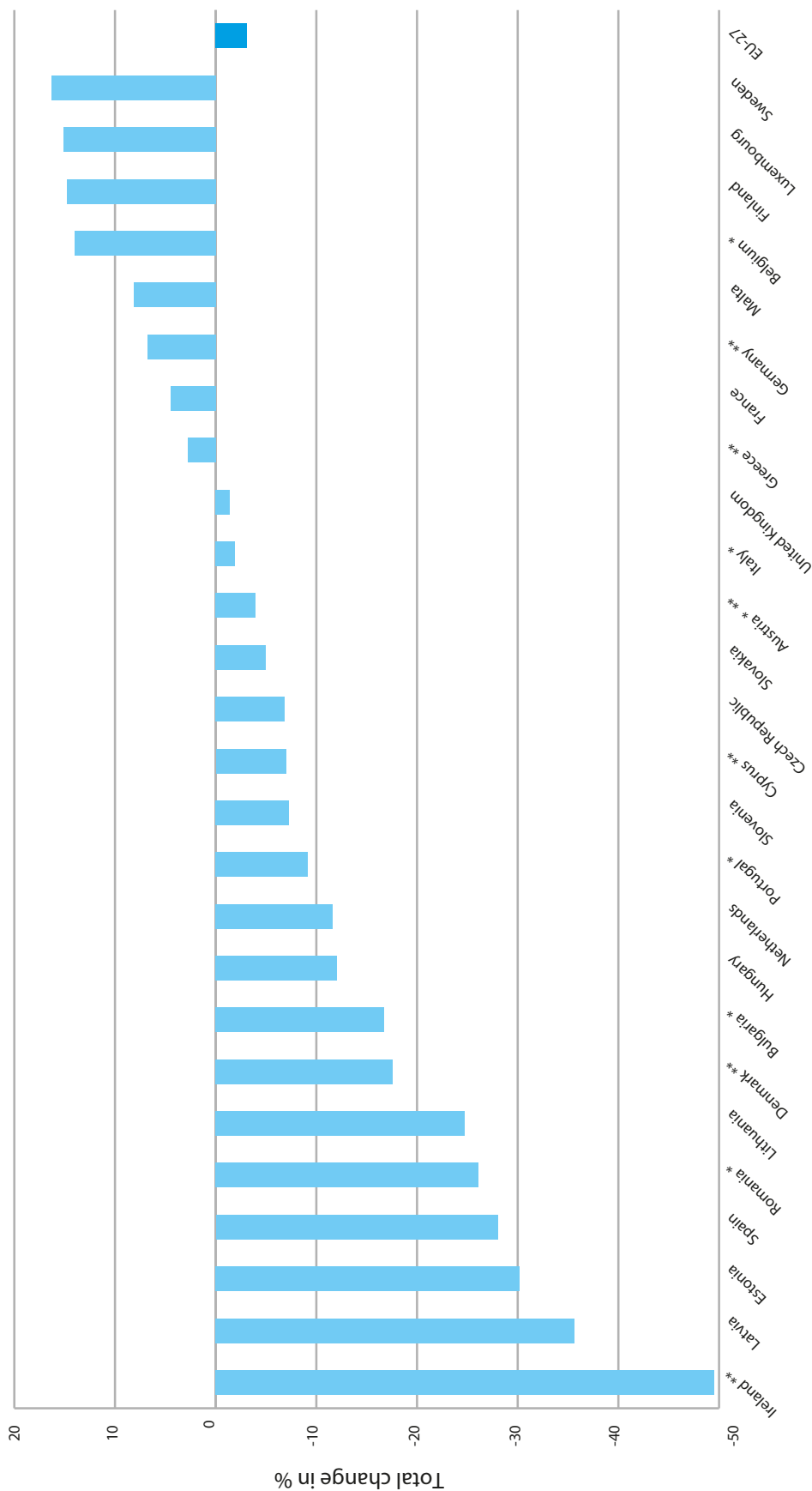
This table shows the five countries with the highest drop of house prices

Country	House Price Index, 2007-2012
Ireland (2007-2010)	-49.5
Latvia	-35.7
Estonia	-30.2
Spain	-28.0
Romania (2009-2012)	-26.1

1. [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/economic\\_governance/documents/alert\\_mechanism\\_report\\_2012\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/documents/alert_mechanism_report_2012_en.pdf)

2. Ibid.

House price index, 2007-2012



\* Different starting year: BG & PT: 2008, RO, AT & BE: 2009, IT: 2010

\*\* Different ending year: CY & IE: 2010, DE, AT & DK: 2011

Source: Eurostat

## 3. Trade in Goods, 2008-2009

International trade refers to selling (exports) or buying (imports) of goods and services along international borders. The analysis is based on the trade volume index. It accounts, simultaneously, for change in prices and in volumes of export and import; therefore it is a suitable indicator of change over time.

### Why does this matter?

Through export, countries can expand their market, which is important in particular for countries with small domestic markets. Imports can increase competition on the domestic market and improve the choice of goods and services available to consumers, at lower prices. A positive balance of exports and imports (trade surplus) contributes to GDP growth. A negative balance (trade deficit) lowers GDP.

### How do the EU countries score?

As the crisis spread across the economies, people started to consume less and firms started to buy less intermediate goods. This led to a serious contraction in both, exports and imports of goods and services, worldwide.

In the EU, the Central and Eastern countries, suffered the highest drop in imports. The countries in the table saw their imports falling by a nearly a quarter in Bulgaria to nearly a third in Latvia, in just one year. Most of the countries that joined the EU after 2004 were enjoying a period of high economic growth fuelled by high investments and high consumption, before the crisis hit them. At the same time, imports grew significantly. The crisis brought this development to a halt during at least two years (2008-2010) before imports started to grow again.

The effect of the crisis on trade in the less developed MS was higher on imports, whereas the import of intermediate products, which will be transformed and exported again, is likely to increase apace with the exports. Imports of final consumption goods will only grow when disposable household income starts to grow again.

The four of the five countries with a reduction in exports of 18% or more (see table) have a GDP per head above the EU average. In general, the decline in trade was associated mainly with falling exports in the more developed MS, indicating that the consumption of final goods did not drop as quickly as in the less developed MS.

In general, imports fell faster than exports and took also longer to recover. By 2011 most of the EU countries reached or nearly reached their trade volumes from the pre-crisis period. However, the consequence of such abrupt fall in consumption and production, for their labour market will take much longer to recover.

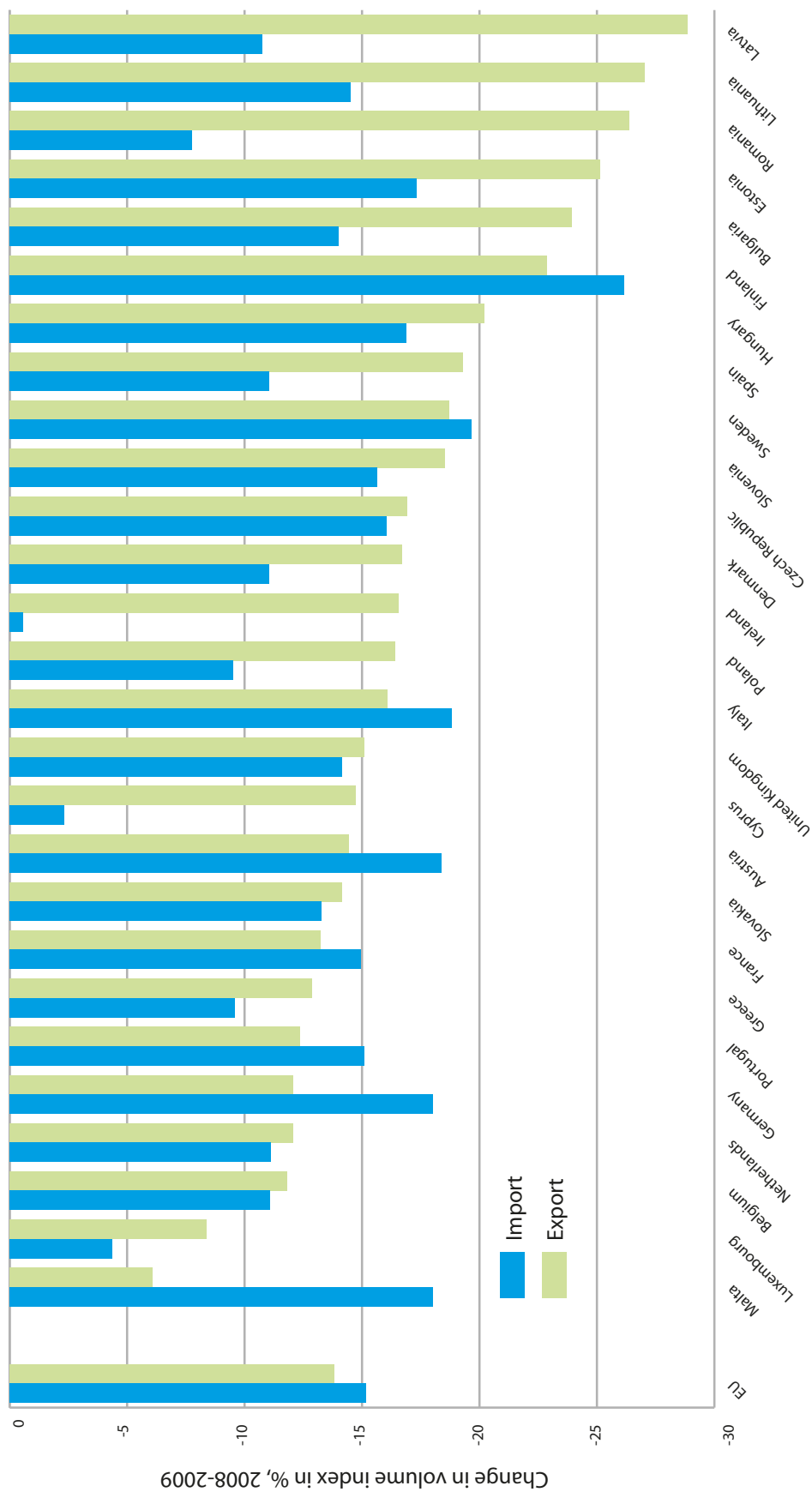
**This table shows the five countries with the highest reduction in the import volume index from 2008 to 2009, in %**

Country	Imports, 2008-2009
Latvia	-28.8
Lithuania	-27.0
Romania	-26.4
Estonia	-25.1
Bulgaria	-23.9

**This table shows the five countries with the highest reduction in the export volume index from 2008 to 2009, in %**

Country	Exports, 2008-2009
Finland	-26.1
Sweden	-19.6
Italy	-18.8
Austria	-18.4
Malta	-18.0

Change in Imports and Exports, 2008-2009





## 4. Foreign Direct Investments

Foreign direct investment is an investment made by a company or entity based in one country, into a company or entity based in another country in order to acquire a lasting interest (10 percent or more of voting stock). The difference in inward and outward FDI is called FDI balance. It is usually expressed with relation to a country's GDP.

### Why does this matter?

A negative FDI balance means that a country receives more investment from abroad than it sends abroad. As a result, a negative FDI balance leads to higher private investments. This will boost the economic activity in a country. In addition, it can contribute to efficiency gains, transfer of innovative technologies and higher productivity.

### How do EU countries score?

The table shows the countries with the where net inflows were much higher than net outflow as a share of GDP. Most of them are relatively small and open economies with skilled workforce. With the exception of Belgium, they are all Member States with GDP per head (well) below the EU average.

Joining the EU may have contributed to increase of FDI in several of the Central and Eastern Member States due to the access to the single market and the incorporation of the EU acquis into national legislation.

Foreign direct investment dropped rapidly in 2008 and 2009 as global credit conditions started to deteriorate. The fall was more substantial for inflows than outflows of FDI, which led to significantly lower investments in the main recipient of FDI in the EU.

Bulgaria experienced the biggest reduction in inward FDI as share of GDP (-12 pp). Nevertheless, it still is one of the main destinations for investors in the EU. This is also the case for Malta.

Among the ten Member States with the biggest drop in inward FDI, there are four Western MS. This is not so surprising for small, open economies such as Luxembourg, Denmark and the Netherlands, but it also includes the large economy of the UK, where it dropped by 4 pp.

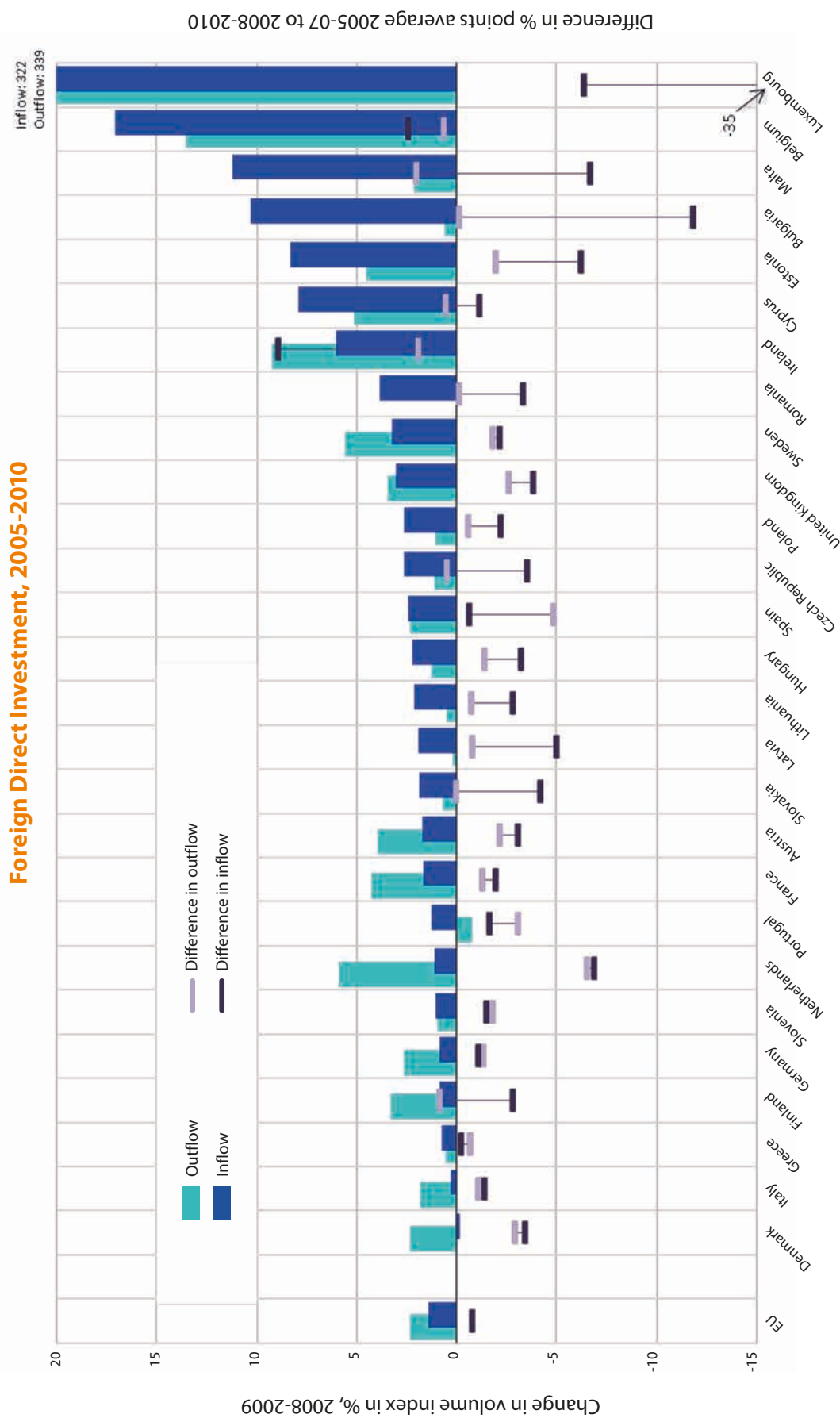
In 2011, FDI flows showed strong signs of a recovery. Both flows from one EU country to another and from the outside the EU into the EU increased substantially compared to 2010.

**This table shows the countries with the highest negative net FDI balance as a share of GDP in 2008-10, i.e. the biggest net recipients of FDI**

Country	Net FDI Balance, 2008-10
Bulgaria	-9.7
Malta	-9.1
Romania	-3.8
Estonia	-3.8
Belgium	-3.6
Cyprus	-2.8
Portugal	-2.0
Latvia	-1.7
Lithuania	-1.6
Poland	-1.6

**This table shows the countries with biggest reduction of inward FDI as a share of GDP from 2005-07 to 2008-10, in pp**

Country	Difference in inward FDI, 2005-07 to 2008-10
Bulgaria	-11.9
Netherlands	-6.9
Malta	-6.7
Luxembourg	-6.4
Estonia	-6.3
Latvia	-5.0
Slovakia	-4.2
United Kingdom	-3.9
Czech Republic	-3.6
Denmark	-3.5



## 5. Change in GDP and Employment, 2007-2010

These two indicators measure the average annual change in GDP and employment between 2007 and 2010, i.e. the average growth in 2008, 2009 and 2010.

### Why does this matter?

Reductions in GDP lead to lower incomes and reduce government revenues. Reductions in employment increase unemployment and demands for unemployment benefits.

### How do the EU regions score?

Two out of three EU regions suffered a contraction of their GDP between 2007 and 2010.

The ten regions where GDP shrunk fastest include the three Baltic States and one of the two Irish regions. It does not include a Spanish region as they suffered more from employment than GDP losses.

For Greece no regional growth figures are available. The country's GDP shrunk by -2.5% a year over that period and the contraction of GDP was even harsher after 2010.

The growing regions are mainly located in Poland, Germany, Sweden, Slovakia and the Czech Republic.

More than one out of two regions suffered a reduction of employment between 2007 and 2010. Employment reductions were particularly high in Spain, Ireland and the Baltic States. In Greece, employment only shrunk by 0.7% between 2007 and 2010 and lost far more employment in 2011 and 2012.

Bulgaria and Romania both have regions which saw big declines in employment. National level data shows that employment continued to decline in 2011, but Romania managed return to growth in 2012.

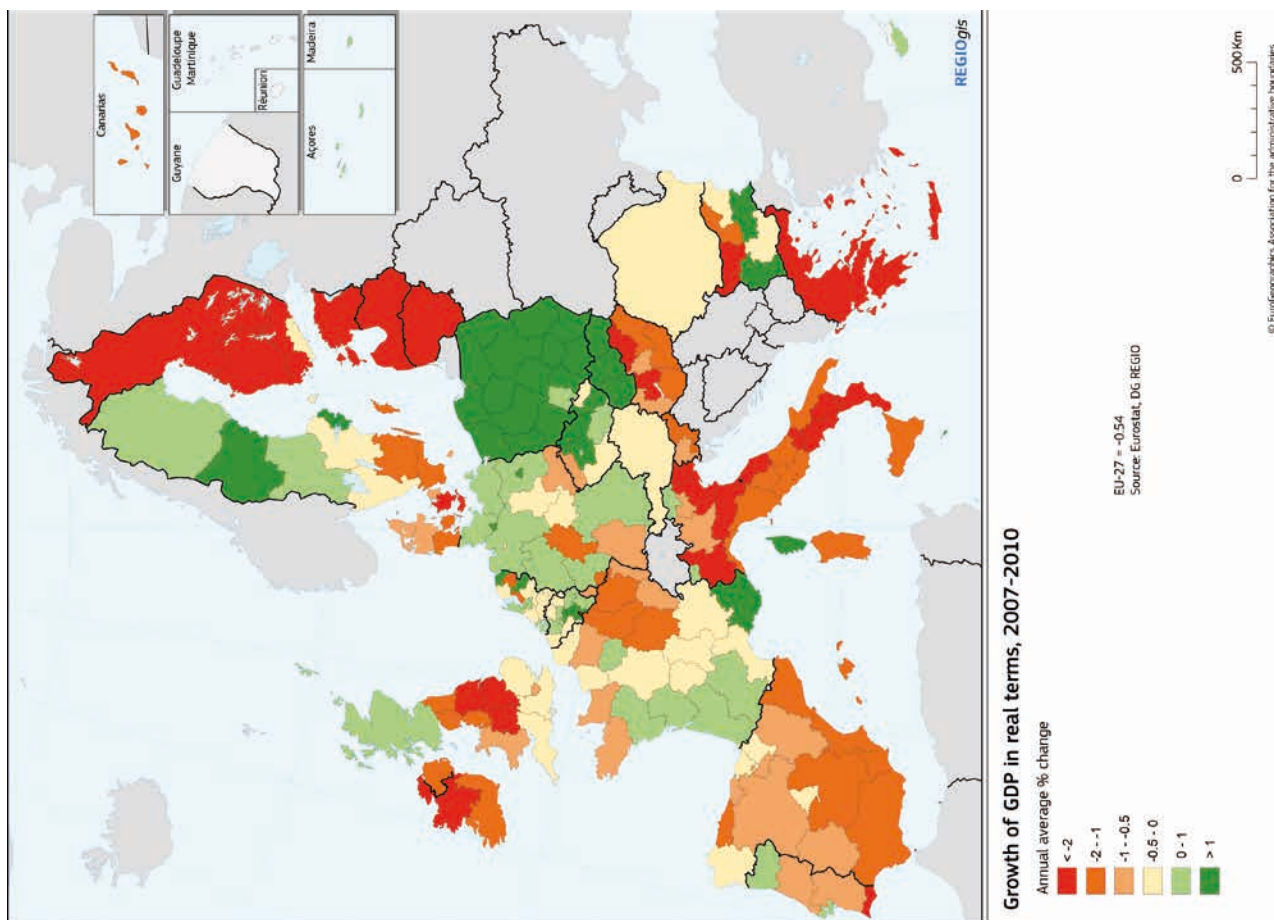
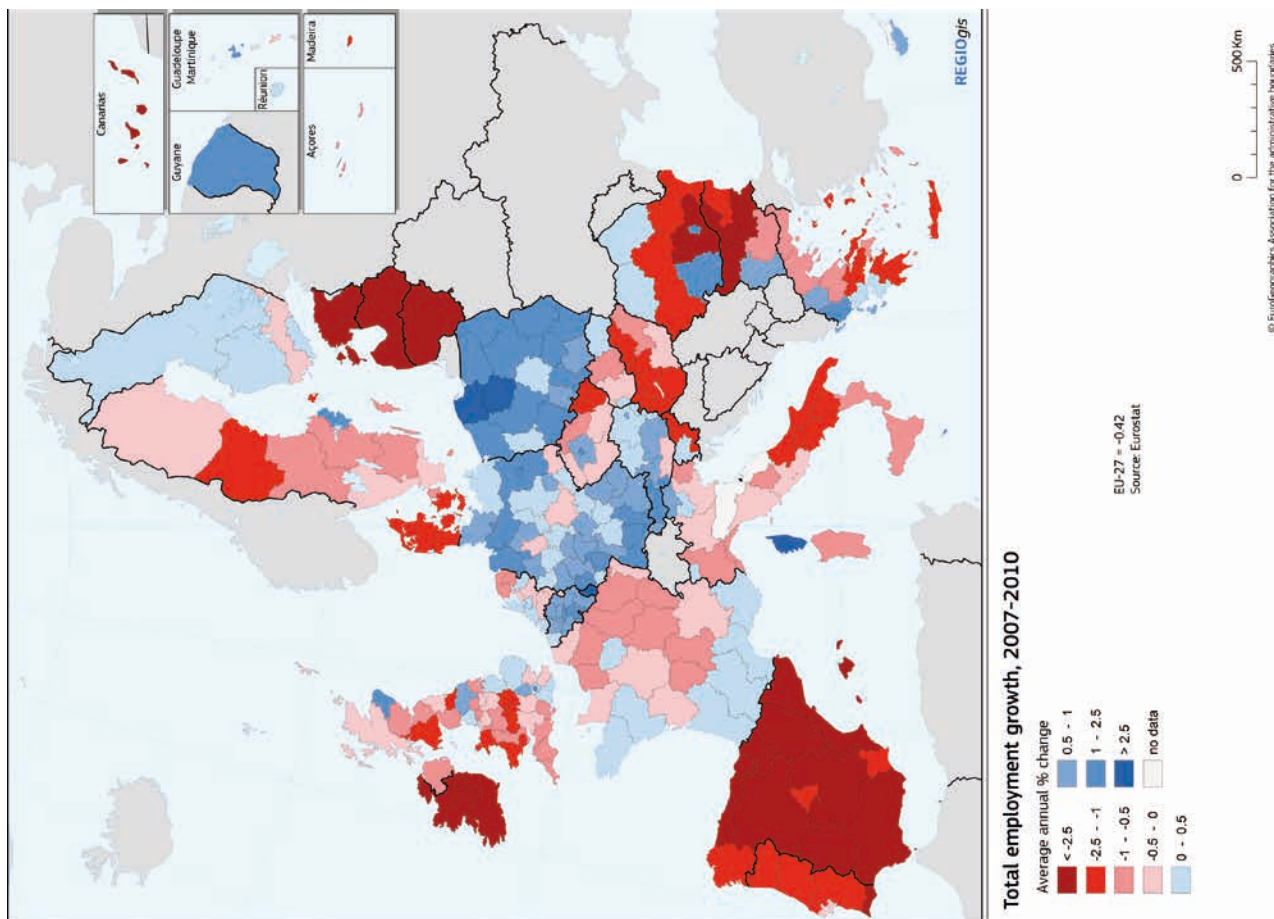
The regions with employment growth were mainly located in Poland, Germany, Austria, Belgium and Luxembourg.

This table shows the ten regions where GDP shrunk fastest between 2007 and 2010, in % average annual change

MS	Region	GDP growth 2007-2010, %
LV	Latvija	-6.2
EE	Eesti	-4.8
HU	Észak-Magyarország	-4.0
FI	Etelä-Suomi	-3.7
LT	Lietuva	-3.5
HU	Közép-Dunántúl	-2.8
IT	Molise	-2.0
DK	Sjælland	-1.7
BG	Severozapaden	-1.6
IE	Border, Midland & Western	-1.6

This table shows the ten regions where employment shrunk fastest between 2007 and 2010, in % average annual change

MS	Region	Employment growth 2007-2010, %
BG	Severozapaden	-6.2
LV	Latvija	-5.9
IE	Border, Midland & Western	-5.2
EE	Eesti	-5.0
ES	Comunidad Valenciana	-4.7
ES	Cantabria	-4.5
IE	Southern & Eastern	-4.3
LT	Lietuva	-4.2
ES	Comunidad Foral de Navarra	-4.0
ES	Ciudad Autónoma de Melilla	-3.9



## 6. Unemployment, 2012

This indicator measures the number of people aged 15-74 who are without work but looking for work and available for work, divided by the number of people aged 15-74 and active in the labour market, i.e. those employed and unemployed.

### Why does this matter?

High unemployment is a threat to social cohesion leading to poverty and social exclusion and it is one of the most important incentives for people to leave their regions.

### How do the EU regions score?

Regional disparities in unemployment among the EU-27 regions remain high. More than one region in three has an unemployment rate above 10%. The highest rates are registered in Spain, Greece and in the overseas departments of France. In the top-30 regions in terms of unemployment, 29 are located in these three countries.

The regions recording unemployment rates above 15% are almost one out of five (one out of ten in 2010). In contrast, about one region out of six registers unemployment rates below 5% (a total of 45, an increase from the 41 regions in 2011). These regions are mainly located in Austria, Germany, Belgium and Netherlands.

It is possible to identify different trends for the period 2008-2012. Between 2008 and 2012 unemployment increased in four out of five regions. The crisis hit severely regions of Spain, Greece, Ireland and the Baltic States. Instead, unemployment dropped almost exclusively in German regions, especially in Eastern Landers (also due to labour mobility).

One in three regions saw increases until 2010 and have shown some resilience since then. These regions are located in particular in Belgium, Czech Republic, Slovakia, Austria, Sweden and the UK.

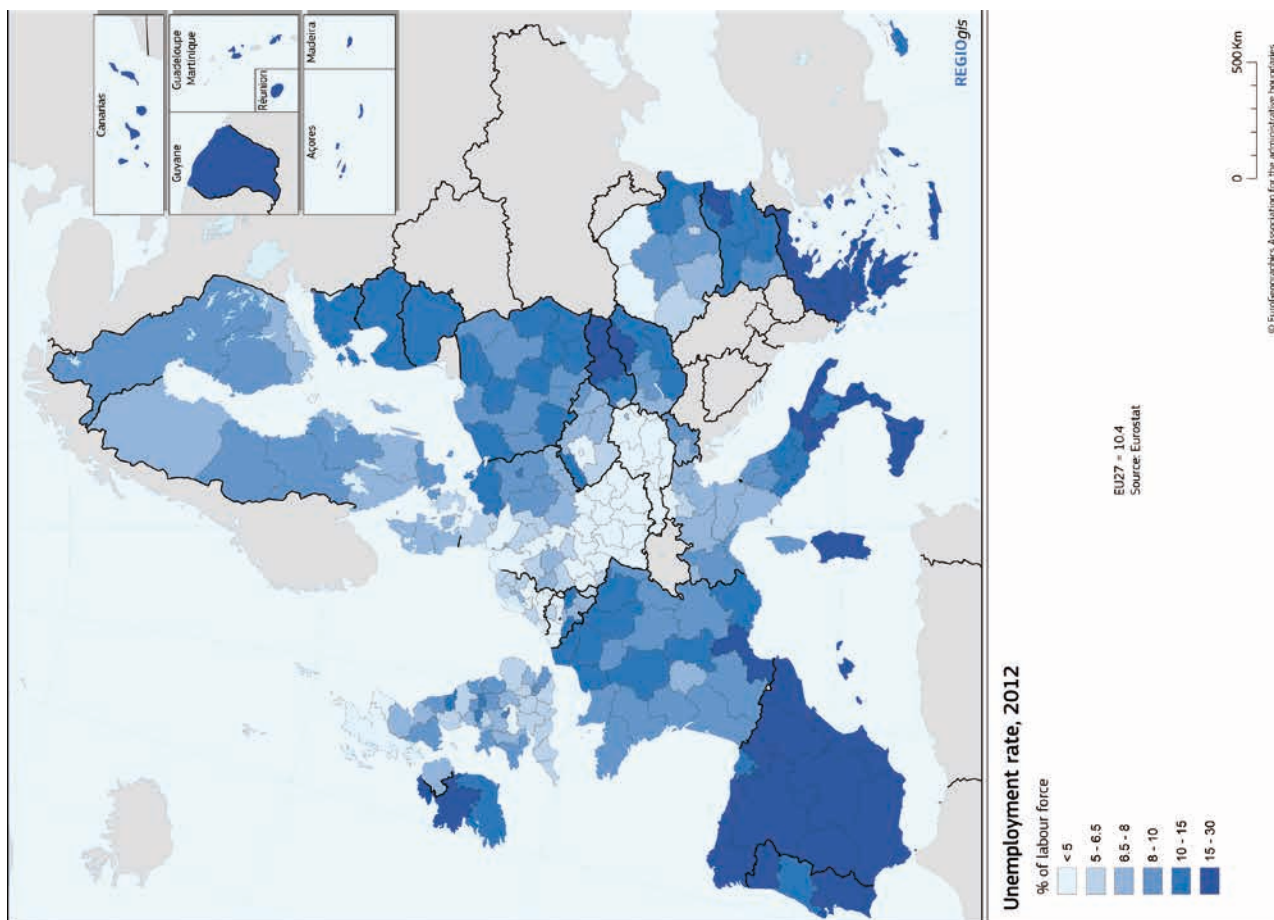
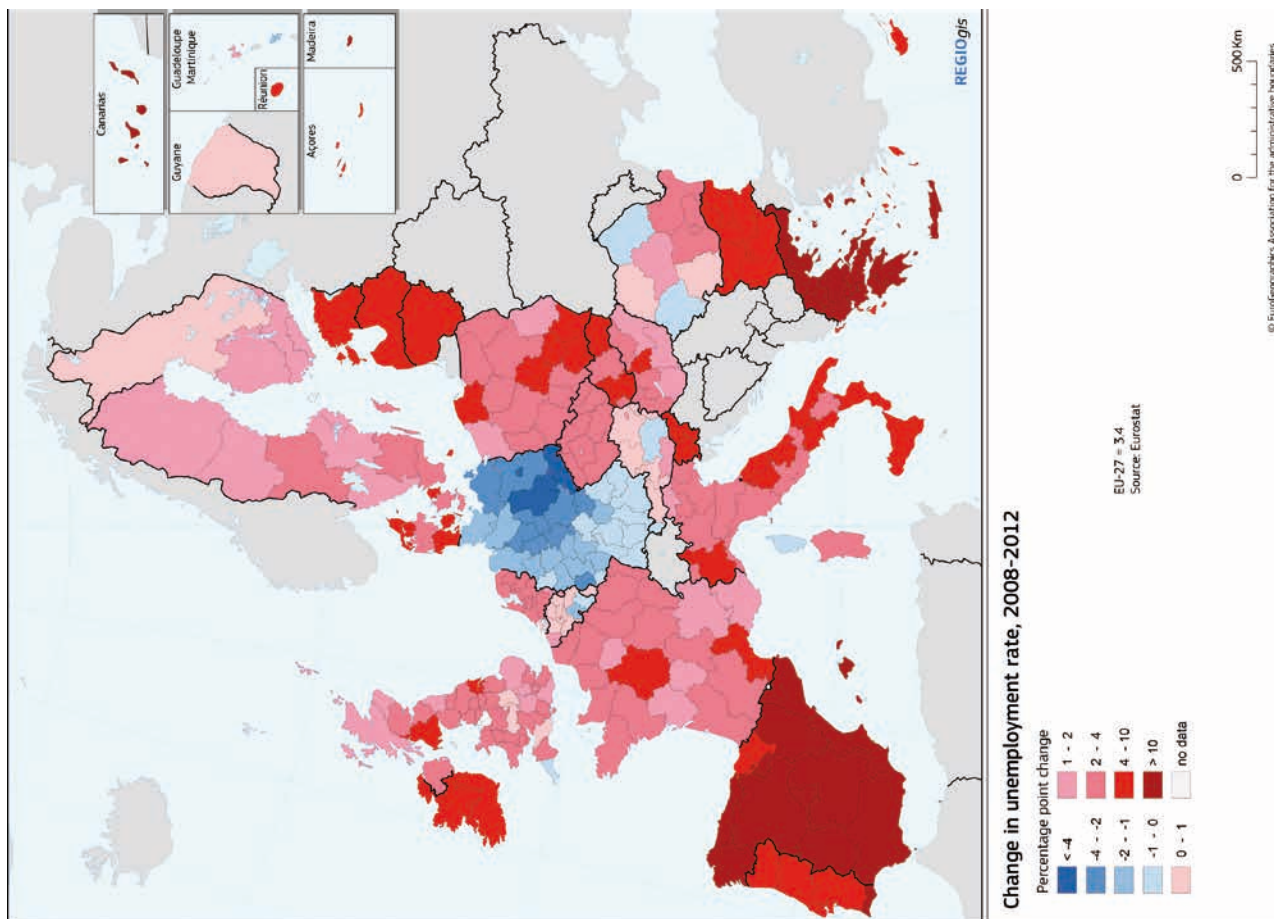
This table shows the ten regions the highest unemployment rates in 2012

MS	Region	GDP growth 2007-2010, %
ES	Ciudad Autónoma de Ceuta	38.5
ES	Andalucía	34.6
ES	Extremadura	33.0
ES	Canarias	33.0
EL	Dytiki Makedonia	29.9
ES	Melilla	28.6
FR	Réunion	28.6
ES	Castilla-La Mancha	28.5
ES	Región de Murcia	27.9
EL	Stereia Ellada	27.8

This table shows the ten regions with the biggest increase in unemployment rate in pp

MS	Region	Employment growth 2007-2010, %
ES	Ceuta	21.2
EL	Stereia Ellada	19.3
EL	Attiki	18.9
ES	Extremadura	17.8
EL	Kentriki Makedonia	17.7
EL	Dytiki Makedonia	17.4
ES	Castilla-La Mancha	16.9
ES	Andalucía	16.8
EL	Voreio Aigaio	16.7
EL	Dytiki Ellada	15.9





## 7. Youth Unemployment, 2012

This indicator divides the number of people aged 15-24 who are without work but looking for work and available for work, by the number of people aged 15-24 and active in the labour market, i.e. those employed and unemployed.

### Why does this matter?

Unemployment at a young age can have a long-lasting negative impact, a 'scarring effect'. In addition to higher risks of future unemployment, lower wages, these young people are also at a higher risk of social exclusion, of poverty and of facing health problems. High unemployment is one of the main drivers for young people to leave their regions.

### How do the EU regions score?

Regional disparities in youth unemployment rates among the EU-27 regions are pronounced – with differences up to 13 times between regions experiencing the highest and the lowest youth unemployment rates.

Two regions out of five have a youth unemployment rate above 25%. The highest youth unemployment rates are registered in Spain, Greece and Italy. In the top-30 regions in terms of youth unemployment, 29 are located in these three countries.

In contrast, only 15% of the regions register youth unemployment rates below 10%, mainly located in Austria, Germany and the Netherlands.

Between 2008 and 2012 youth unemployment increased in four out of five regions. The crisis hit severely regions of Greece, Spain (where the increase in youth unemployment was between 10 percentage points in Navarra and over 27 p.p. in Asturias), Bulgaria, and Lithuania and Latvia.

In contrast, youth unemployment rates dropped in regions, 35 of them located in Germany, 5 in Belgium and 4 in Austria.

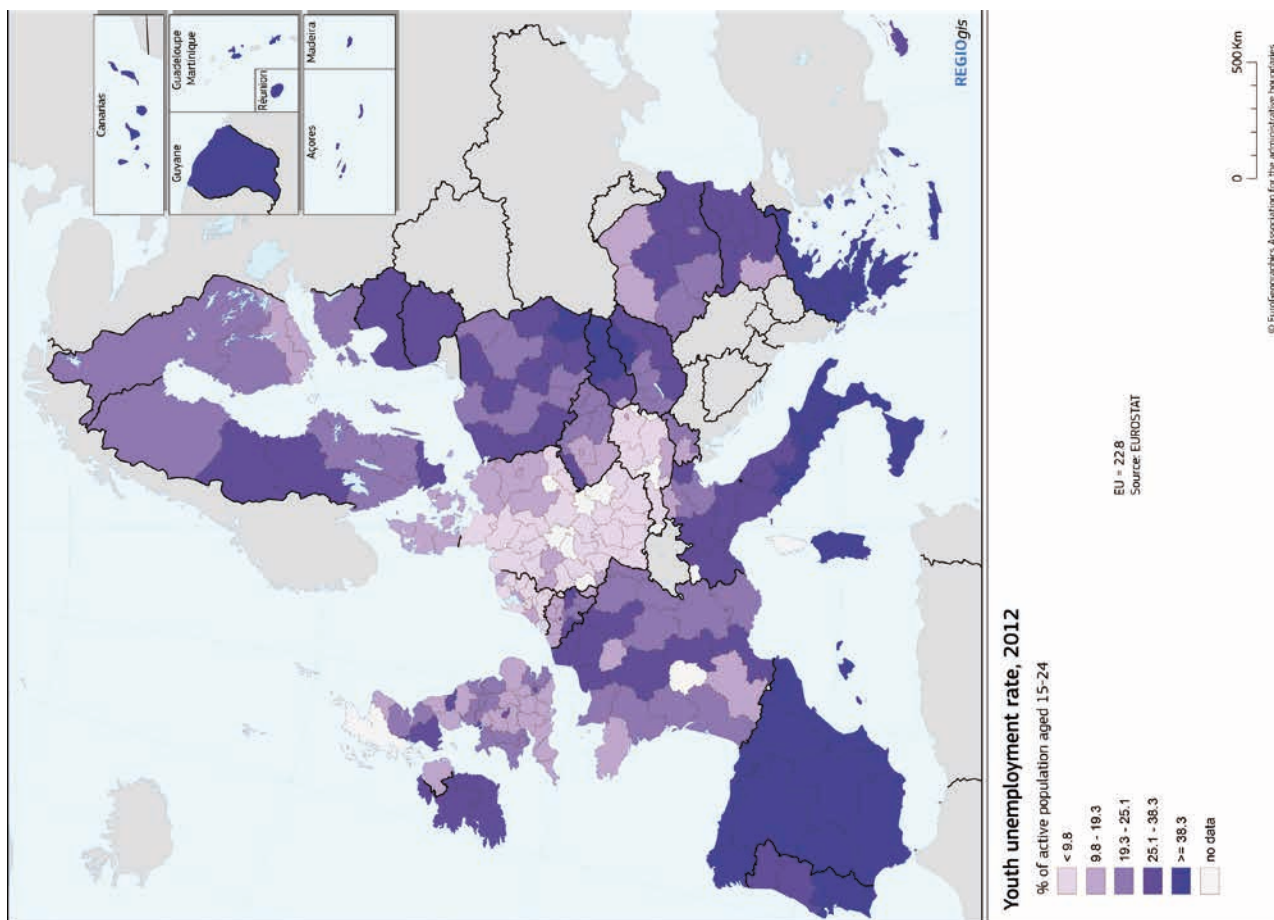
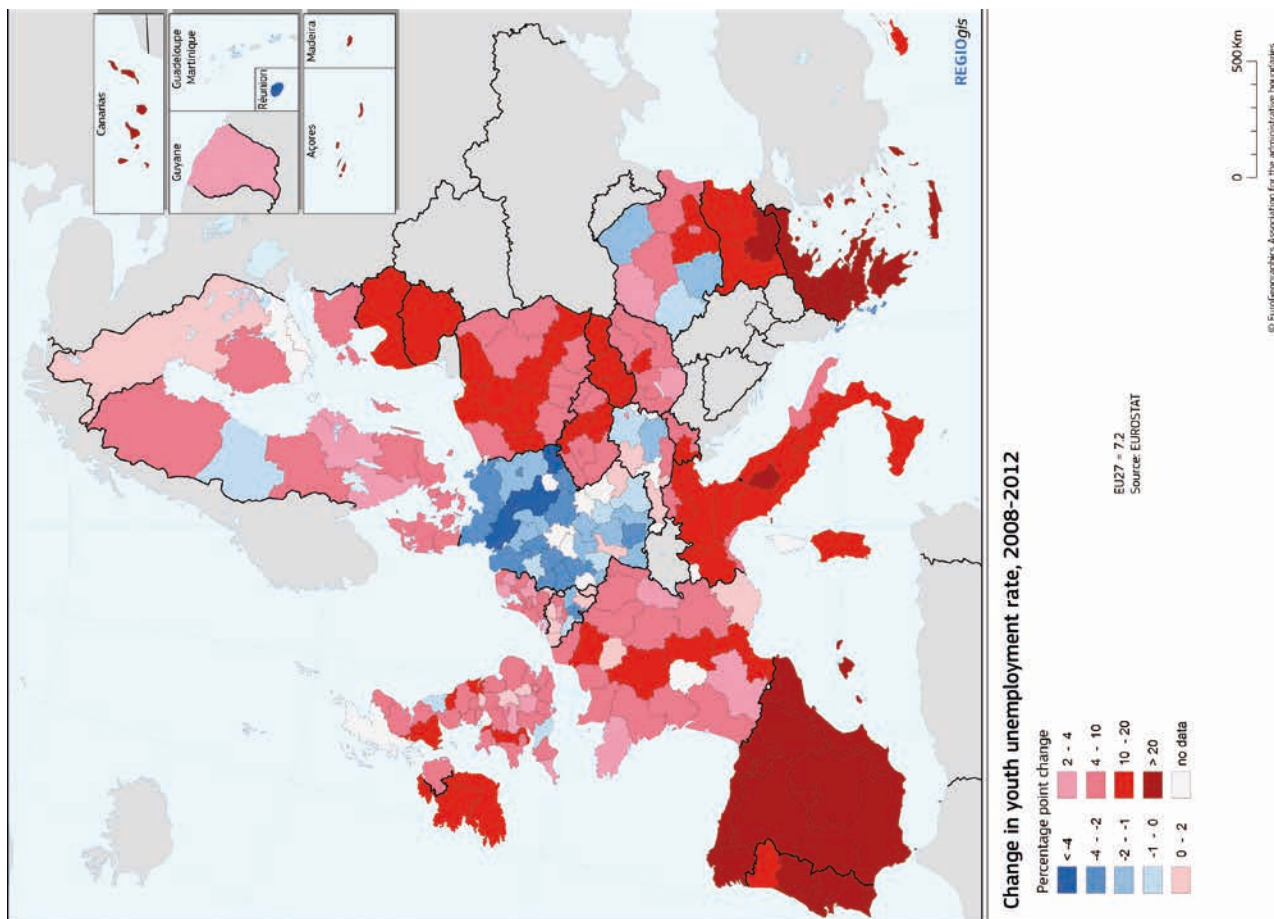
This table shows the ten regions with the highest youth unemployment rate in 2010

MS	Region	Youth Unemployment rate, 2012
EL	Dytiki Makedonia	73
ES	Ciudad Autónoma de Ceuta	71
ES	Canarias	63
ES	Andalucía	62
ES	Extremadura	62
EL	Peloponnisos	61
ES	Ciudad Autónoma de Melilla	61
EL	Ipeiros	60
EL	Kentriki Makedonia	60
EL	Stereia Ellada	59

This table shows the ten regions with the largest increase in youth unemployment rate, in pp

MS	Region	Youth Unemployment rate, 2008-2012
EL	Peloponnisos	40
EL	Kentriki Makedonia	38
EL	Attiki	37
EL	Dytiki Makedonia	36
PT	Região Autónoma da Madeira	34
ES	Extremadura	32
ES	Castilla-La Mancha	32
ES	Ciudad Autónoma de Ceuta	31
ES	Andalucía	31
EL	Stereia Ellada	31





## 8. People aged 15 to 24 not in Employment, Education or Training (NEET), 2012

This indicator divides the number of people aged 15-24 that are not employed (both unemployed and inactive) and not involved in any education or training by the total number of people aged 15-24.

### Why does this matter?

People not in employment, education or training age 15-24 are likely to be early school leavers and unlikely to have completed tertiary education. Europe 2020 aims to reduce the share of early school leavers and increase the share of tertiary educated by 2020. In addition, a high share of NEETs can indicate increasing resignation among young people and lack of trust in state institutions, a major threat to social cohesion.

### How do the EU regions score?

Regional disparities in NEET rates among the EU-27 regions are pronounced – with differences up to 12 times between regions experiencing the highest and the lowest NEET rates.

The regions with the highest rates – with more than 1 out of 5 young people not in employment, education and training – can be found in Bulgaria and Romania (for reasons of higher inactivity), as well as Italy, Spain, and Greece (for reasons of higher unemployment).

In contrast, only 6% of the regions (16 out of the 268 regions for which data were available) register NEET rates below 5%, mainly located in the Netherlands. Regions with the lowest NEETs rates are also located Austria, Germany and the Czech Republic (the city of Prague).

Between 2008 and 2012 NEET rates increased in four out of five regions. The increase in NEET rates was particularly sharp for regions in Greece, Romania and Bulgaria with regional increases of 10 pp or more.

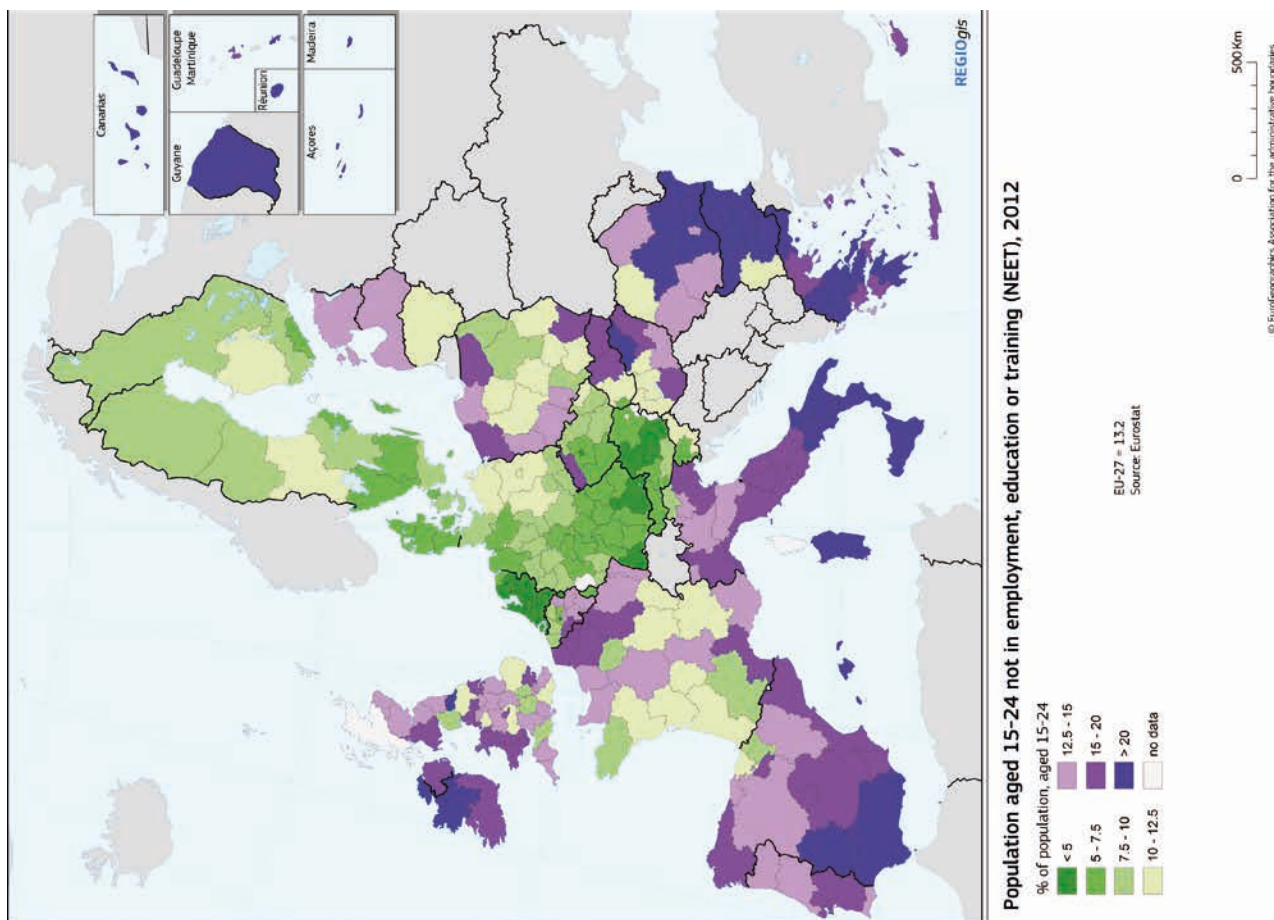
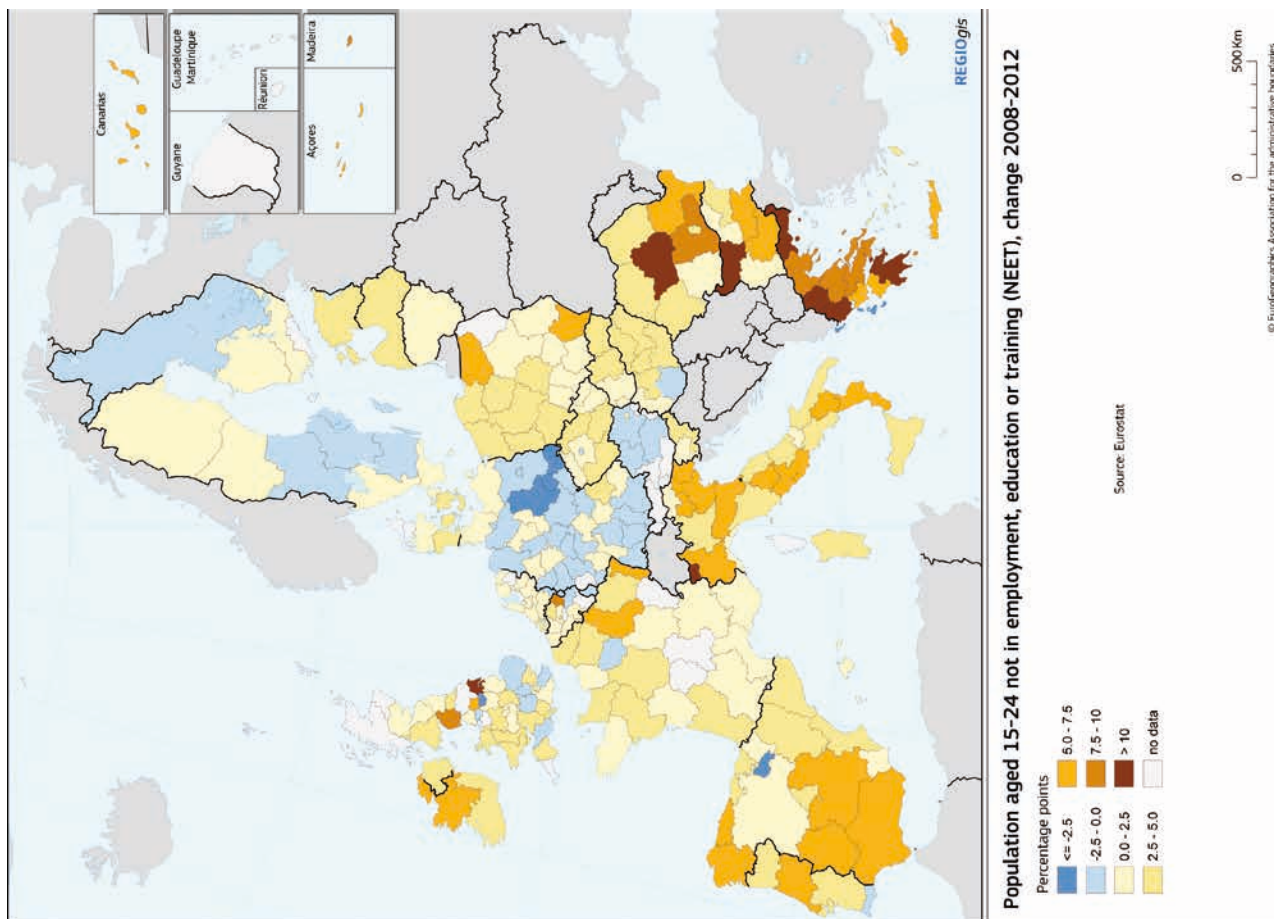
In contrast, NEET rates dropped in 51 regions, most of these are located in Germany, Sweden, Finland and Austria.

This table shows the ten regions with the highest NEET rate in 2012, in % of population aged 15-24

MS	Region	NEET, 2012
BG	Severozapaden	36
IT	Sicilia	31
IT	Campania	30
IT	Calabria	30
FR	Réunion	29
EL	Peloponnisos	29
EL	Anatoliki Makedonia, Thraki	28
BG	Yugoiztochen	28
ES	Ciudad Autónoma de Ceuta	28
EL	Stereia Ellada	27

This table shows the ten regions with the largest increase NEET rate between 2008 and 2012, in pp

MS	Region	NEET rate, 2008-2012
EL	Peloponnisos	14
IT	Valle d'Aosta/Vallée d'Aoste	14
EL	Anatoliki Makedonia, Thraki	13
BG	Severozapaden	12
RO	Centru	12
EL	Ipeiros	11
UK	East Yorkshire and Northern Lincolnshire	11
EL	Dytiki Makedonia	10
UK	Cumbria	10
BE	Prov. Limburg (BE)	9





## 9. Net migration

Net migration is the difference between inward migration and emigration per thousand inhabitants. It is calculated by subtracting natural population change from total population change.

### Why does this matter?

Migration can help to reduce regional disparities. In the receiving regions, it can boost employment and economic growth in by reducing labour shortages. The sending regions may witness a reduction of unemployment and an increase in money sent home by migrants (remittances). Rapid changes in total population, however, can lead to significant adjustment costs to increase or decrease public services.

### How do the EU regions score?

Net migration turned negative or slowed down in many parts of the EU as a result of the crisis. In the transition regions, net migration dropped from 8.5 to 4.8 per thousand inhabitants. Nevertheless, the transition regions still have the highest average net migration rate. Regional Competitiveness and Employment (RCE) regions come close with a rate of 3.2 and the convergence regions trail behind with a rate of 0.4.

The regions with the highest net migration rates are a mixture of Eastern, Western and Southern regions, including three capital regions. In many Eastern Member States, the capital region has the highest net migration.

The crisis reduced migration in regions that experienced largest inflows of labour migrants in the pre-crisis period, such as in Spain and Ireland. Despite the large reductions of net migration, many Spanish regions still had some of the highest levels of net migration. In Greece, migration dropped or remained stable, but all Greek regions kept a positive net migration rate. As the crisis continues to unfold, the increasing differences in regional unemployment rates may still affect migration in the coming years.

In Lithuania and Latvia, the crisis sped up the outflow with net migration rate moving from -2 to -8 and from -0.5 to -1.8 respectively. In contrast, in Estonia, net migration remained close to zero in both periods.

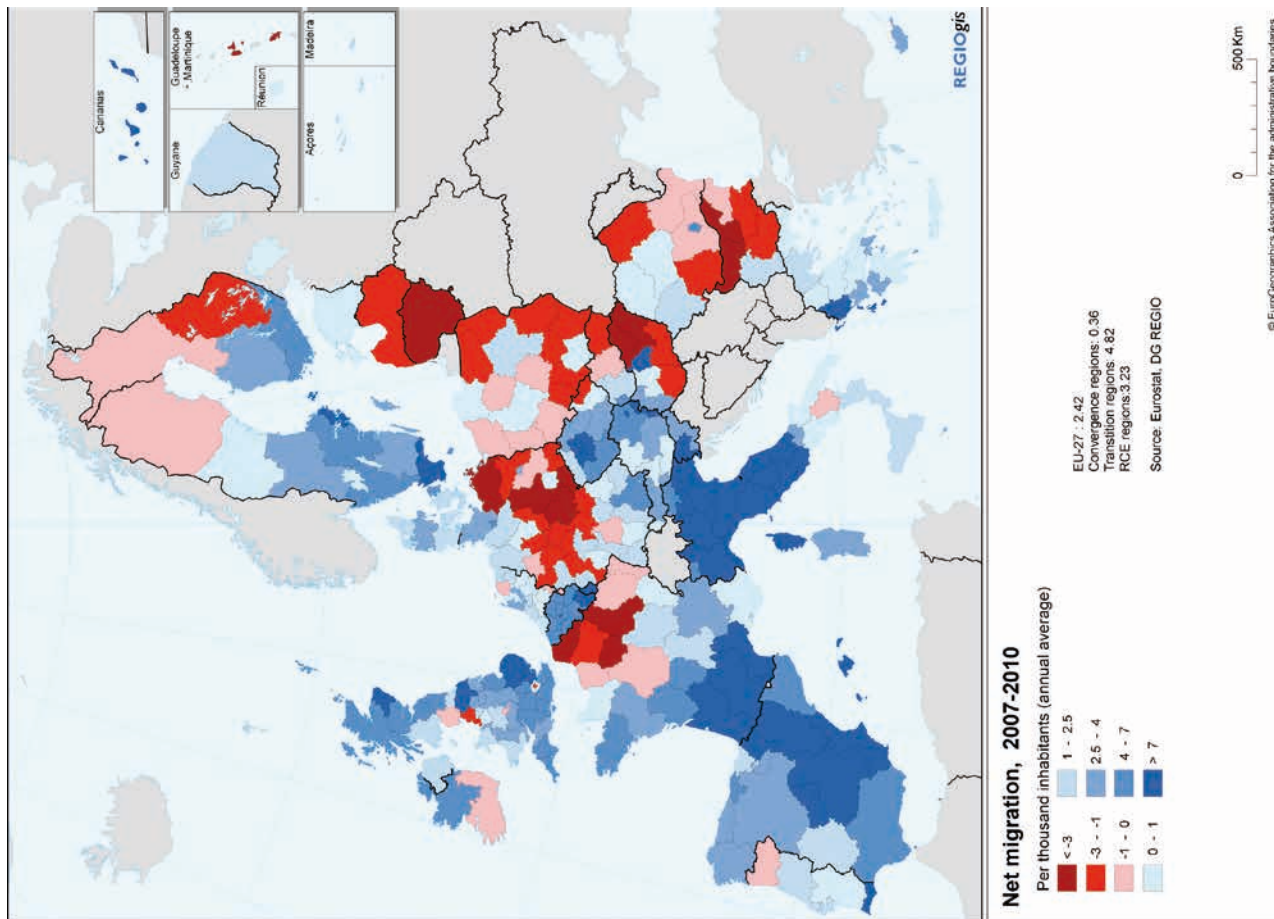
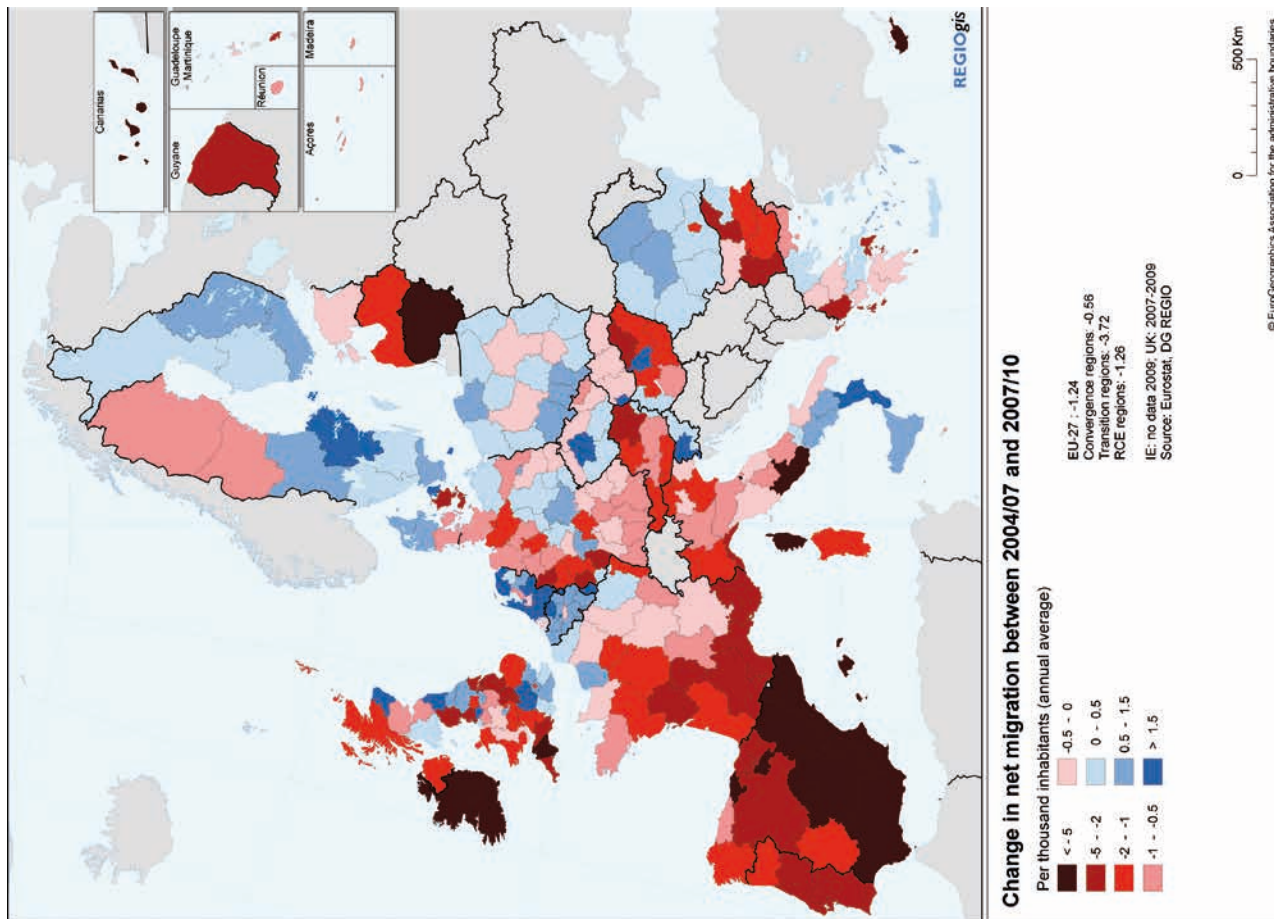
This table shows the ten regions with the highest average net migration, in 2007-10, per thousand inhabitants

MS	Region	NEET, 2012
CZ	Střední Čechy	16.3
LU	Luxembourg	14.1
ES	Illes Balears	13.2
ES	Castilla-La Mancha	12.6
CZ	Praha	12.6
BE	Région de Bruxelles-Capitale / Brussels Hoofdstedelijk Gewest	12.5
IT	Emilia-Romagna	12.4
IT	Ciudad	11.5
ES	Melilla	11.4
ES	Región de Murcia	11.2

This table shows the ten regions where average net migration decreased the fastest, between 2004-07 and 2007-10, in pro mille points

MS	Region	NEET rate, 2008-2012
ES	La Rioja	-14.8
ES	Comunidad Valenciana	-14.2
ES	Cataluña	-13.6
IE	Southern and Eastern	-13.4
CY	Κύπρος / Kypros	-12.2
ES	Illes Balears	-11.4
IE	Border, Midland & Western	-10.7
ES	Región de Murcia	-10.2
ES	Canarias	-9.5
ES	Comunidad de Madrid	-8.0

	Convergence	Transition	RCE	EU
Net migration, 2007-2010 per 1000 inhabitants	0.4	4.8	3.2	2.4
Change in net migration, 2007-10 vs 2004-07 per 1000 inhab.	-0.6	-3.7	-1.3	-1.2



# 10. Living in a household with a very low work intensity, 2011

This indicator divides the number of people who are living in households with very low work intensity by the population aged 0 to 59. Very low work intensity means that the adult(s) worked less than 20% of their total work potential during the past year. Households composed only of children, of students aged less than 25 and/or people aged 60 or more are excluded.

## Why does this matter?

The Europe 2020 strategy aims to reduce the number of people at risk of poverty or exclusion in the EU with at least 20 million by 2020. This includes persons living in a very low work intensity household.

## How do the EU countries score?

The ten countries with the highest share include some which had a very impact of the crisis, such as Ireland, Latvia and Lithuania. It also includes several countries with a relatively low impact of the crisis such as Germany. In 2011, Cyprus and Luxemburg had the lowest shares (4.6%, 5.8% resp.).

Figure 1 shows the shares in cities and in towns, suburbs and rural areas per country. In half of the MS, the share is higher in cities, typically in Western MS. In a quarter of the MS the shares are higher outside the cities, mostly in Central and Eastern MS. In the remaining MS, the shares in and outside cities is very similar.

At the EU level, the share only increased by 1 pp. The six MS with a very high impact of the crisis it increased most by between 4 and 9 pp. Ireland experienced the largest increase leading to a share of 23%. On the other hand, Romania and Poland reduced it (-1.5 pp and -1 pp resp).

The changes in and outside cities did not show a clear pattern (see Figure 2). In most countries the trend was similar in and outside cities. In Belgium and Sweden, very low work intensity in cities increased 3 pp more than outside cities. While in Bulgaria, Lithuania and Denmark very low work intensity increased by at least 3 pp more outside cities than inside. Overall, the pattern of urban advantage and disadvantage did not change due to the crisis.

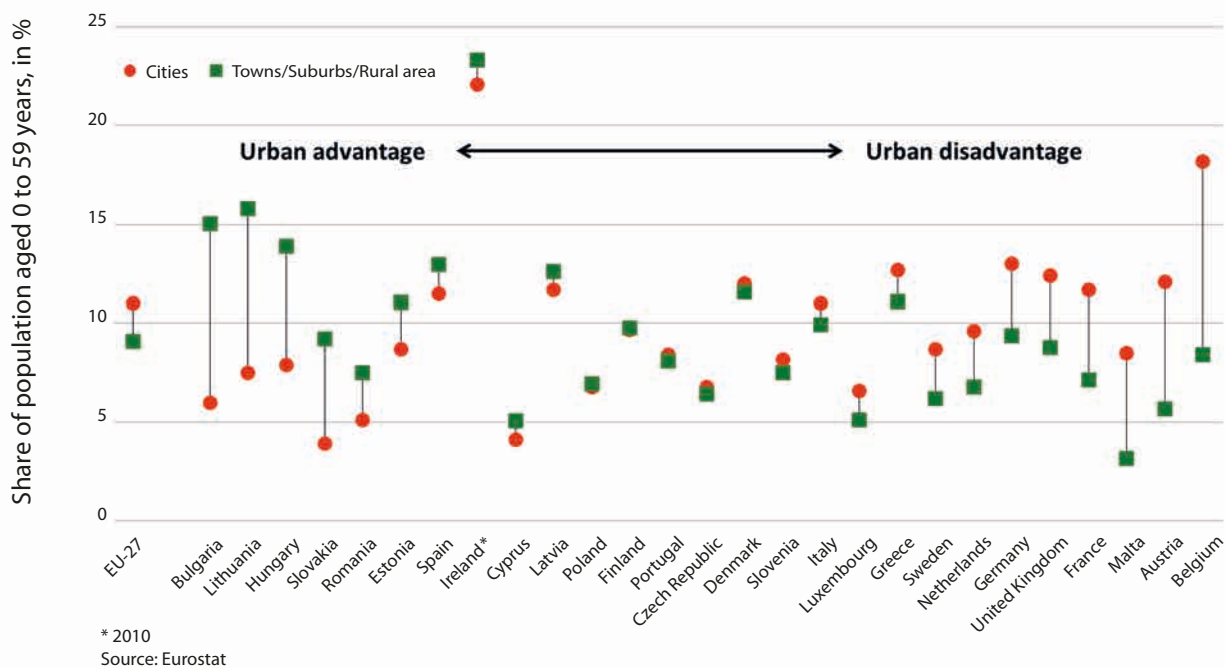
This table shows the ten countries with the highest share of population aged 0-59 living in very low work intensity households

Country	Persons living in very low work intensity household, 2011
Ireland (2010)	22.9
Belgium	13.7
Latvia	12.6
Lithuania	12.3
Spain	12.2
Hungary	12.1
Greece	11.8
United Kingdom	11.5
Denmark	11.4
Germany	11.1

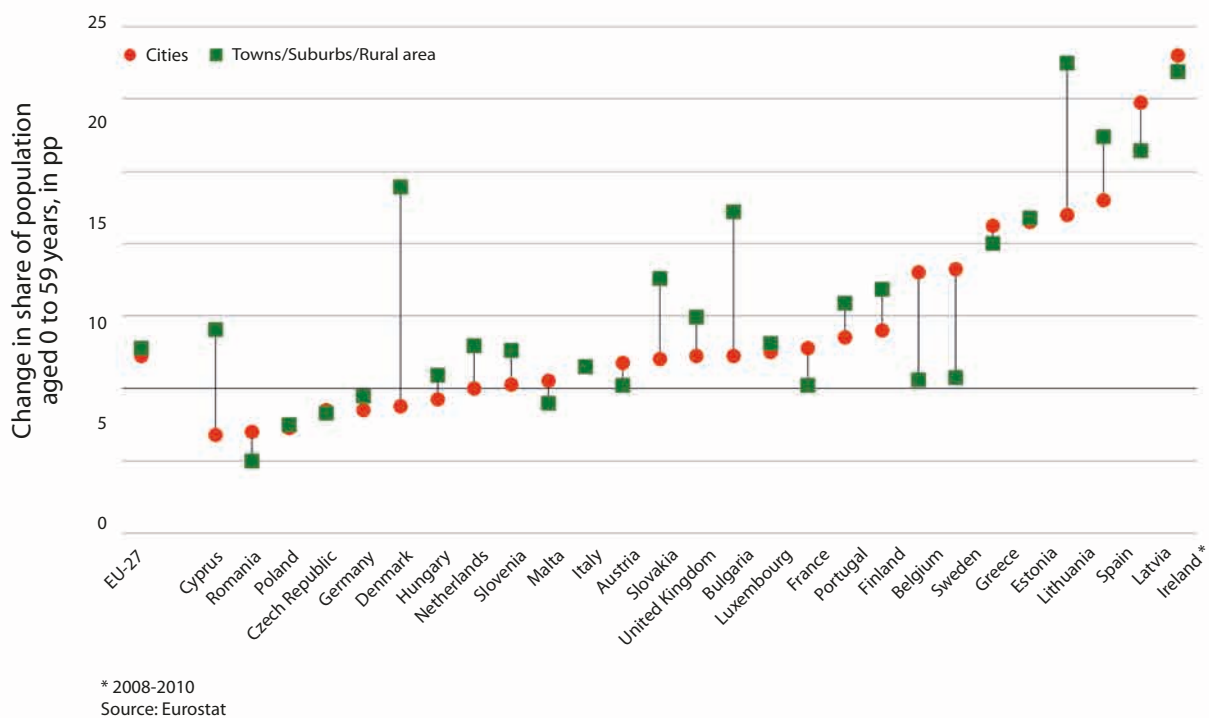
This table shows the ten countries with biggest increase in the share of population aged 0-59 living in very low work intensity households, 2008-2011 in pp

Country	Change in share living in a very-low-work-intensity household, 2008-2011
Ireland (2008-2010)	9.3
Latvia	7.5
Lithuania	7.2
Spain	6
Estonia	4.6
Greece	4.4
Denmark	3.1
Bulgaria	2.9
Finland	2.5
Slovakia	2.4

### Very low work intensity in- and out-side cities, 2011



### Change in very low work intensity in- and out-side cities, 2008-2011



# 11. GDP/head, 2010

This indicator measures the Gross Domestic Product (GDP) per head in Purchasing Power Standards. GDP is the total value of all goods and services produced. GDP/head is the level of output per inhabitant which is an indication of the average level of economic wealth generated per person. Purchasing Power Standards (PPS) eliminates differences in purchasing power due to different price levels between regions to facilitate comparisons.

## Why does this matter?

In general, the level of GDP per head is closely related to global economic performance, in particular to production factor productivity and employment. Its change over time shows the pace of economic development.

## How do the EU regions score?

The GDP/head distribution highlights the very large gaps in economic output existing across regions and Member States of the European Union. In 2009, the GDP per head ranged from 331 % of the EU average (Inner London, UK) to 27.3 % (Severozapaden, Bulgaria). Between 2007 and 2009, ratio between the average of GDP per head in the top-20 and bottom-20 regions decreased from 4.9 to 4.6. The regions with the highest GDP per capita in 2009 are mainly capital regions and located in Western or Northern Europe.

The relatively high levels of GDP per head of capital regions can be in part explained by a large daily influx of commuters from neighbouring regions. At the other hand of the spectrum, the ten regions with the lowest GDP per capita are located in Bulgaria, Romania and Hungary.

Compared to the EU-27 average, between 2000 and 2010, GDP per head in PPS increased in particular in regions located in the Member States that joined the EU in 2004 and 2007. Also regions located in Eastern Germany and Spain recorded a positive performance. Instead, negative performances are recorded by regions located in Greece, Italy, France, the UK and southern Sweden and Finland.

Eight out of the top-10 regions in terms of GDP per head increases are capital regions. However, the region with the largest decrease is also a capital region: Brussels.

**This table shows the ten regions with the highest GDP per head in PPS in 2010**

MS	Region	GDP per head in PPS, EU-27=100
UK	Inner London*	328
LU	Luxembourg (Grand-Duché)*	266
BE	Bruxelles-Capitale / Brussels Hoofdstedelijk Gewest*	223
DE	Hamburg*	203
FR	Île de France	180
NL	Groningen**	180
SK	Bratislavský kraj	176
CZ	Praha	172
SE	Stockholm	168
AT	Wien*	165

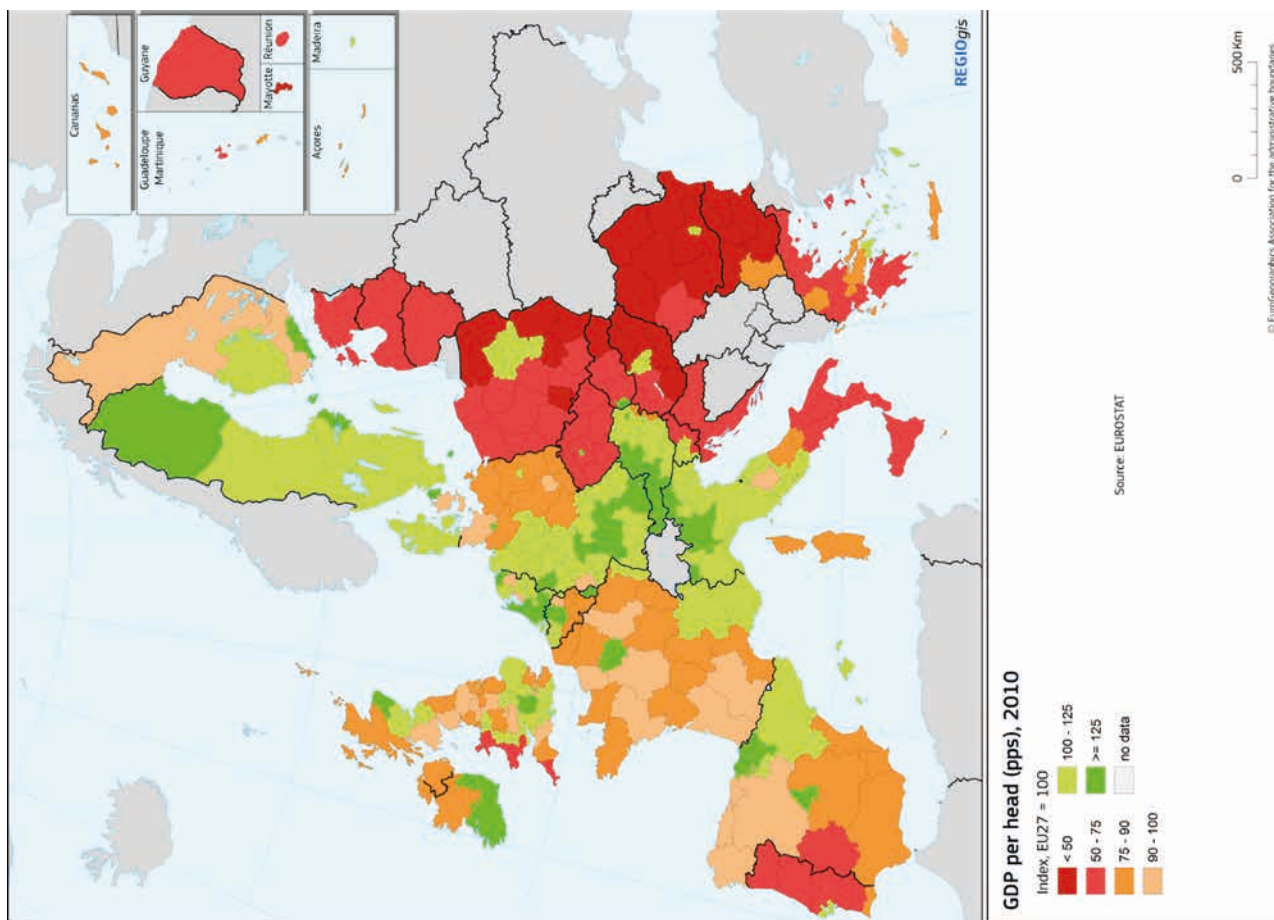
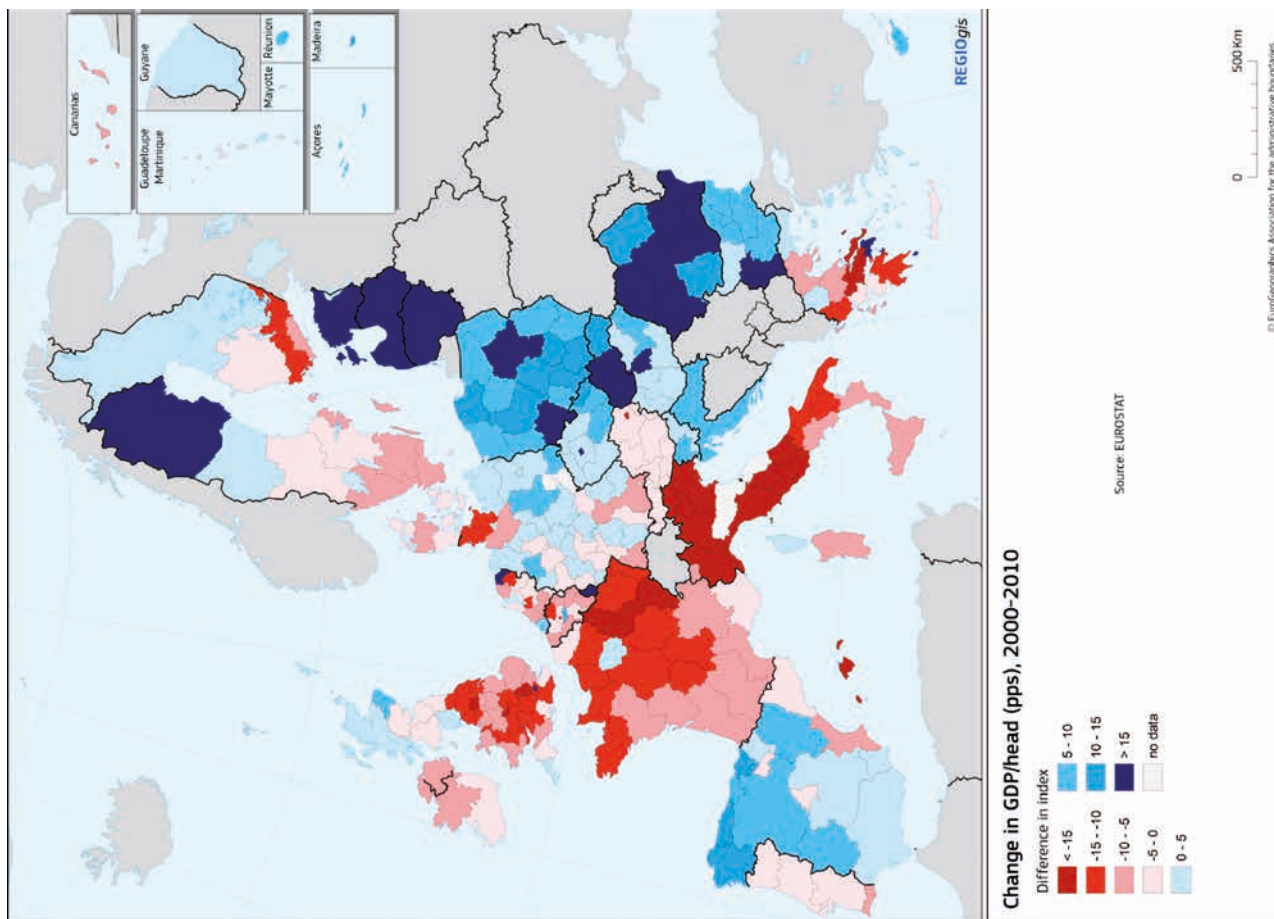
\* Overstated due to commuter inflow

\*\* Overstated due to GVA from off-shore gas production

**This table shows the ten regions with the biggest increase in GDP per head in PPS between 2000 and 2010, in difference in index points**

MS	Region	GDP per head in PPS, 2000-2010
SK	Bratislavský kraj	67
RO	București - Ilfov	54
BG	Yugozapaden	38
CZ	Praha	34
NL	Groningen	31
PL	Mazowieckie	28
RO	Vest	26
UK	Inner London	26
HU	Közép-Magyarország	24
LU	Luxembourg	22







Commission européenne

**La dimension régionale et urbaine de la crise**

**Huitième rapport d'étape sur la cohésion économique, sociale et territoriale**

2013 — 48 p. — 21,0 × 29,7 cm

ISBN 978-92-79-32717-9

doi:10.2776/82435

**COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS  
DE L'UNION EUROPÉENNE?**

**Publications gratuites:**

- sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- auprès des représentations ou des délégations de l'Union européenne.  
Vous pouvez obtenir leurs coordonnées en consultant le site <http://ec.europa.eu>  
ou par télécopieur au numéro +352 2929-42758.

**Publications payantes:**

- sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

**Abonnements facturés (par exemple séries annuelles du *Journal officiel de l'Union européenne*, recueils de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne):**

- auprès des bureaux de vente de l'Office des publications de l'Union européenne  
([http://publications.europa.eu/others/agents/index\\_fr.htm](http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm)).



Office des publications

